

BASEL, 17. NOVEMBER 2016

BESCHLEUNIGUNG DER ASYLVERFAHREN (NEUSTRUKTURIERUNG DES ASYLBEREICHS) PLANGENEHMIGUNGSVERFAHREN, TEILINKRAFTSETZUNG DER ÄNDERUNG DES ASYLGESETZES (ASYLG) VOM 25. SEPTEMBER 2015

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Für die Einladung zur Vernehmlassungsteilnahme bedanken wir uns sehr. Integrale Politik befürwortet den Vorschlag und bittet darum, folgende Punkte noch speziell zu berücksichtigen.

1. Mitsprache von Flüchtlingen

Die Verordnung bezieht zwar viele Betroffene mit ein, aber die Flüchtlinge werden nicht in die Entscheidungsfindungen, was die Planung von Infrastrukturen betrifft, einbezogen. Natürlich können dies die Gemeinden tun, wenn sie wollen, aber wir fänden es wichtig, dass diejenige Gruppe, um die es schliesslich geht, explizit als Betroffene mit in die Planung einbezogen wird und dass dies bereits auf Verordnungsebene erwähnt wird. Erst so kann Integration und damit auch Entwicklungshilfe (für Heimkehrende) stattfinden. Auch bei der Festlegung der Globalpauschale sollten die Flüchtlinge als Betroffene zumindest angehört und ihre Anliegen berücksichtigt werden.

2. Enteignung nur als ultima Ratio - warum nicht andere Verfahren?

Während der Abstimmungsdebatte um das neue Asylgesetz war ja immer wieder von Enteignung die Rede. Wir sind erstaunt, dass für die Erstellung eines Zugangsweges (als Beispiel im Bericht aufgeführt), nur Enteignungen vorgesehen sind. Enteignungen sind so definitiv. Die Asylsituation ist aber nicht eine statische Situation und kann sich laufend ändern. Warum nicht zuerst weichere Lösungen ins Auge fassen wie z.B. die Forderung eines zeitlich beschränkten Wegrechtes oder die zeitlich beschränkte Nutzniessung oder Pachtung eines Grundstückes, bevor zur Keule „Enteignung“ gegriffen wird? Das wäre auch finanziell weitaus sinnvoller.

3. Aktive Information durch Gemeinde

Bei der Publikation von Bauprojekten sollten nicht nur die üblichen Publikationsregelungen gelten (öffentliches Auflegen und Veröffentlichung in der Lokalzeitung, die oft übersehen wird). Die Gemeinden sollen da aktiver informieren, damit die Bevölkerung von Beginn an mit einbezogen ist. Das ist zwar aufwändiger, schafft aber Vertrauen, was ganz im Sinne unseres Flüchtlingspapiers (www.integrale-politik.ch/themen/?lang=de/#migration) ist.

Wir danken für die mögliche Berücksichtigung und verbleiben mit freundliche Grüssen

Integrale Politik IP
Im Auftrag der Arbeitsgruppe Asyl
Co-Präsidentin Cécile Cassini





Mont-sur-Rolle, le 24 novembre 2016

Service de la Population
Division Asile et retour
Av. de Beaulieu 19
1014 Lausanne

Par courriel

Votre contact : M. Siegfried Chemouny
Tél. 021 826 11 41

Accélération des procédures d'asile (restructuration du domaine de l'asile) – Procédure d'approbation des plans de construction, mise en vigueur de la modification du 26 septembre 2016 de la loi sur l'asile (LAsi)

Monsieur le Chef de Division,
Madame,

Nous accusons réception de votre courriel du 31 octobre 2016 au sujet de l'objet visé en titre et vous remercions d'avoir consulté notre Association.

Selon l'analyse que nous avons effectuée, cette révision porte sur les trois points suivants :

- modification de l'OA 2 afin de garantir une égalité dans les contributions que la Confédération verse aux cantons pour les apatrides et pour les réfugiés reconnus ;
- modification de l'OERE afin de réglementer la conservation et l'effacement des données médicales transmises au SEM afin de déterminer l'aptitude au transport des ressortissants étrangers expulsés ;
- nouvelle ordonnance sur la procédure d'approbation des plans dans le domaine de l'asile (OAPA).

Nous constatons que seul ce dernier point concerne directement nos communes membres.

Dans ces conditions, notre Association renonce à prendre position sur les révisions de l'OA 2 ainsi que de l'OERE et ne se prononcera que sur la nouvelle OAPA.

D'une manière générale, nous relevons que ce projet contient des éléments préoccupants, dans la mesure où la Confédération entend imposer de nouvelles normes fédérales dans le domaine des constructions alors que jusqu'à présent, ces éléments relevaient de la compétence des cantons et des communes. Il y a donc là une atteinte à l'autonomie communale. Ce point est d'autant plus inquiétant que l'exposé des motifs précise bien que « *le droit cantonal est pris en compte dans la mesure où il n'entrave pas de manière disproportionnée l'accomplissement des tâches de la Confédération (art. 2 al.3 OAPA)* ».

Nous déduisons de cette remarque que le DFJP pourrait parfaitement valider un projet de très grande taille, en faisant totalement abstraction des règlements communaux en vigueur ainsi d'ailleurs que de l'importance de la commune concernée elle-même. Autrement dit, des centres d'une taille tout à fait disproportionnée pourraient très bien être imposés à de petites communes, ouvrant ainsi la porte à des situations problématiques comme celle connue il y a quelques années à Vugelles-La Mothe dans notre Canton.

D'autre part, nous relevons que l'article 3 du projet d'OAPA appelle plusieurs remarques de notre part :

- **Art. 3 let. c OAPA** : cette disposition est assez proche, dans sa teneur, de l'art. 39 du règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC). Toutefois, elle n'en a pas la précision, notamment au niveau de l'importance des « *petites installations annexes* » concernées. Si l'on imagine, par exemple, un centre qui accueillerait plusieurs dizaines, voire centaines de requérants d'asile, l'abri pour vélos mentionné en exemple dans l'exposé des motifs pourrait largement dépasser la taille d'un garage pouvant abriter 2 voitures au maximum prévu à l'art. 39 RLATC. Une définition plus précise et limitative de ces petites installations annexes devrait donc figurer à cet article, avec par exemple, la mention d'un nombre de mètres carrés maximum. Dès lors que les dimensions des annexes dépassent celles de l'art. 39 RLATC, une mise à l'enquête publique devrait devenir nécessaire.
- **Art. 3 let. d OAPA** : il convient tout d'abord de rappeler que les particuliers ou même les communes ne peuvent installer de telles constructions mobilières que durant 3 mois. Une mise à l'enquête publique devrait de ce fait être nécessaire. Dès lors, le droit que la Confédération s'arroge d'exploiter ces installations durant 24 mois est clairement excessif et disproportionné. S'ajoute à cela que l'usage d'un terrain durant une période aussi longue aura forcément un impact négatif sur l'état de celui-ci. Dès lors, si cet art. 3 let. d OAPA devait être maintenu en l'état malgré nos réserves, il conviendrait au moins qu'il soit complété par une disposition de ce type : « *au terme des 24 mois maximum d'exploitation de constructions mobilières, le SEM remet en l'état sans délai et à la charge de la Confédération les terrains les ayant accueillis.* »

Enfin, s'agissant de l'**art. 5 al. 3 OAPA**, nous proposons l'abandon de la formulation potestative qui a été choisie ici pour ce qui concerne la consultation de la population. En effet, l'expérience montre que l'installation d'un centre de requérants d'asile suscite toujours de fortes réactions et inquiétudes du voisinage. Une consultation précoce de la population constitue un moyen adéquat de prévenir ces inquiétudes et de répondre aux inévitables questions qui se posent.

La nouvelle teneur de cette disposition pourrait par exemple être la suivante :

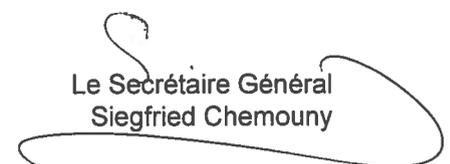
« Il peut consulter d'autres autorités fédérales. Dans tous les cas, il ordonne la participation anticipée de la population ou d'autres milieux concernés. »

Pour le surplus, nous n'avons pas de remarque particulière à formuler au sujet de ce projet d'ordonnance

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chef de Division, Madame, nos salutations distinguées.

Association de Communes Vaudoises
AdCV


La Présidente
Joséphine Byrne Garelli


Le Secrétaire Général
Siegfried Chemouny

Copie :

- Département fédéral de justice et police (DFJP)
- Association des Communes Suisses (ACS)



Mont-sur-Rolle, le 24 novembre 2016

Département fédéral de justice et
police (DFJP)
Secrétariat d'Etat aux migrations
M. Martin Reichlin
Palais fédéral ouest
3003 Berne

Frau Dora Bucher
Herr Gael Buchs
Staatssekretariat für Migration
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Bern, 30. Januar 2017

Reg: lme-6.22

**Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs)
Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes (AsylG) vom
25. September 2015: Gemeinsame Stellungnahme BPUK – KKJPD – SODK**

Sehr geehrte Frau Bucher,
Sehr geehrter Herr Buchs

Mit Schreiben vom 12. Oktober 2016 hat das EJPD eingeladen, Stellung zum Entwurf der Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich sowie zu weiteren Verordnungsänderungen im Zusammenhang mit der Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes vom 25. September 2015 zu nehmen. Wir danken dem EJPD für die Möglichkeit zur Stellungnahme. Im Folgenden möchten wir Ihnen die Optik der Vorstände der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK), der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) und der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (SODK) zu den einzelnen Verordnungsanpassungen in einer gemeinsamen Stellungnahme erläutern.

Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA)

Die Stossrichtung sowie die Eckwerte zur Neustrukturierung wurden an zwei nationalen Asylkonferenzen vom 21. Januar 2013 und vom 28. März 2014 vom EJPD gemeinsam mit der KKJPD und der SODK sowie den Städten und Gemeinden verabschiedet. Das Volk hat den mit der Neustrukturierung verbundenen Änderungen des Asylgesetzes am 5. Juni 2016 mit grosser Mehrheit zugestimmt. Einen wichtigen Bestandteil der Neustrukturierung bildet dabei das Plangenehmigungsverfahren. Ordentliche Baubewilligungsverfahren, die besonders langwierig sind, sollen durch ein neues bundesrechtliches Plangenehmigungsverfahren ersetzt werden. Die Einführung eines solchen Verfahrens wurde in den gemeinsamen Erklärungen der Asylkonferenzen gutgeheissen. Sie wurde auch von der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) an der Plenarversammlung vom 7. März 2013 sowie von der Mehrheit der Kantone (25) in der Vernehmlassung zum Gesetzesentwurf zur Beschleunigung der Asylverfahren begrüsst (Art. 95a–95/AsylG). Mit der nun im Entwurf vorliegenden Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) sollen die gesetzlichen Grundlagen zum Plangenehmigungsverfahren ausgeführt werden. Diese Ausführungsbestimmungen sind generell zu begrüessen.

Die BPUK bedauert allerdings, dass der Sachplan Asyl nicht gleichzeitig mit der vorliegenden Vernehmlassung der Verordnungen zur Beschleunigung der Asylverfahren vorliegt. Beim gleichzeitigen

Vorliegen des Sachplans und den darin enthaltenen Standorten wäre es möglich gewesen, den materiellen Gehalt der Verordnung an konkreten Beispielen zu prüfen.

Bei einem Plangenehmigungsverfahren des Bundes sind die Kantone zur Mitwirkung verpflichtet, da es sich bei den von den Kantonen erarbeiteten Stellungnahmen um einen unverzichtbaren Bestandteil handelt (siehe dazu auch BGr. 1C_78/2012 vom 10. Oktober 2012). Es wird deshalb davon ausgegangen, dass die Kantone dem Bund als Gesuchsteller die entstandenen Kosten in Rechnung stellen werden.

Folgenden Artikeln soll besondere Beachtung geschenkt werden:

Art. 5 Abs. 1 VPGA

Absatz 1 von Artikel 5 reicht das Staatssekretariat für Migration (SEM) dem Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement (EJPD) ein Vorprüfungsgesuch ein. In diesem Gesuch müssen die Auswirkungen des Vorhabens auf Raum, Umwelt und Dritte aufgezeigt werden können. Die Beantwortung dieser spezifischen Fragen ist jedoch nur unter Einbezug des involvierten Kantons bzw. seiner zuständigen Stellen möglich. Die Kantone beantragen deshalb, dass der Einleitungssatz von Absatz 1 wie folgt ergänzt wird:

«1 Das SEM erarbeitet unter Einbezug des betroffenen Kantons das Vorprüfungsgesuch und reicht es dem EJPD ein. Es umfasst insbesondere: ... »

Art. 7 Abs. 2 VPGA

Absatz 2 von Artikel 7 beschreibt wie die Profilierung erfolgen muss. Hier ist festzustellen, dass der Bund Vorgaben in einem Bereich macht, in dem er nicht zuständig ist. Die Gesetzgebungskompetenz liegt bei den Kantonen. Überdies ist die Formulierung nicht mit der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der Baubegriffe IVHB vereinbar; dies hat das IOHB überprüfen lassen. Der Bund hat keine Grundlagen auf Stufe Verfassung oder Gesetz, um eine solche Bestimmung zu erlassen. Konflikte und rechtliche Auseinandersetzungen sind vorprogrammiert.

Die Kantone beantragen deshalb, dass dieser Absatz gestrichen wird.

Art. 7 Abs. 4 VPGA

Absatz 4 von Artikel 7 sieht vor, dass das SEM die beteiligten Gemeinden spätestens sieben Tage im Voraus über die Aussteckung und Profilierung informiert. Um sicherzustellen, dass auch der involvierte Kanton rechtzeitig darüber informiert ist, muss auch dieser vom SEM in Kenntnis gesetzt werden.

«4 Das SEM informiert den betroffenen Kanton und die betroffene Gemeinde spätestens sieben Tage im Voraus über die Aussteckung und Profilierung.»

Art. 10 Abs. 2 VPGA

Um von der Durchführung eines Mitwirkungsverfahrens abzusehen, hat das SEM nachzuweisen, dass die betroffene Bevölkerung schon früher in geeigneter Weise mitwirken konnte. Die Begriffe „früher“ und „in geeigneter Weise“ sind nicht klar definiert und können daher zu Umsetzungsproblemen führen. Die Bestimmung sollte daher präziser formuliert oder ganz gestrichen werden.

Art. 12 Abs. 1 VPGA

Die im erläuternden Bericht erwähnte Frist von in der Regel 1,5 Monaten ist im Art. 12 Abs. 1 der Verordnung nicht festgehalten. Es stellt sich die Frage, ob nicht auch diese Frist explizit zu regeln ist – zum Schutze der betroffenen Gemeinden.

Art. 15 Abs. 1 VPGA

In Absatz 1 von Artikel 15 wird darauf hingewiesen, dass ein Bereinigungsverfahren nach Artikel 62b des Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz (RVOG; SR 172.010) vorgesehen ist. Bei diesem

Bereinigungsverfahren werden jedoch nur die Fachbehörden des Bundes berücksichtigt. Um sicherzustellen, dass das Verfahren zügig vorangetrieben werden kann, muss auch der Kanton zum Bereinigungsverfahren eingeladen werden. Nur so kann die reibungslose Zusammenarbeit zwischen EJPD und dem beteiligten Kanton gewährleistet werden. Die Kantone beantragen deshalb, dass der Einbezug des involvierten Kantons ausdrücklich in der Verordnung verankert wird.

«^{1bis} Das EJPD lädt auch den betroffenen Kanton zum Bereinigungsverfahren nach Art. 62b RVOG ein.»

Art. 27 Abs. 2 Bst. b VPGA

Sofern Einsprachen aussichtslos erscheinen und das SEM die Wiederherstellung zusichern kann, kann das EJPD die sofortige Ausführung gestatten. Der Begriff "erscheinen" lässt viel Interpretationsspielraum zu und wäre daher – wenn möglich – bereits in der Verordnung zu definieren.

Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (AsylV 2)

Die Aufnahme von Flüchtlingsgruppen ist grundsätzlich zu begrüssen. In ihren Leitlinien vom Juni 2012 hat die SODK festgehalten, dass sie sich für die Aufnahme von Flüchtlingsgruppen einsetzt und so dazu beiträgt, diese humanitäre Tradition der Schweiz wieder aufleben zu lassen.

Grundsätzlich liegen die in der AsylV 2 geplanten Änderungen im Bereich der Globalpauschale für Resettlement-Flüchtlinge in der Logik einer Pauschalabgeltung und sollen das System vereinfachen. Diese geplante administrative Vereinfachung ist im Prinzip zu begrüssen. Das neue Finanzierungssystem für Resettlement-Flüchtlinge nach Artikel 24a wird vom Bund als grundsätzlich kostenneutral beschrieben. Dabei geht der Bund jedoch von Annahmen punkto Integration aus, welche von den Vorstandsmitgliedern der SODK bezweifelt werden. Insbesondere ist aufgrund der vorhandenen Grundlagen nicht nachvollziehbar, wie der Bund auf eine Quote von 25% dauerhaft sozialhilfeabhängiger Resettlement-Flüchtlinge kommt. Sollten sich diese Annahmen nicht bestätigen, was aus der Erfahrung der Kantone anzunehmen ist, müssen die rechtlichen Grundlagen abermals revidiert werden, denn das Prinzip der Kostenneutralität ist zu wahren. Um dem Grundanliegen und der erforderlichen Kostenneutralität besser Rechnung tragen zu können, schlagen die Vorstandsmitglieder der SODK daher eine längere Kostenübernahme vor. Gleichzeitig sind die realen Auswirkungen der Änderungen mittels geeignetem Monitoring zu überwachen.

Im Weiteren sind folgende Punkte zu berücksichtigen:

Artikel 24a, 26 Absatz 1 und 27a

- Die Berechnungen des SEM sind nicht in allen Punkten nachvollziehbar. Die Annahme, wonach 75 % der Resettlement-Flüchtlinge nach fünf Jahren Aufenthalt entweder in den Arbeitsmarkt integriert oder durch Leistungen einer Sozialversicherung finanziert sein sollen, ist aus der Erfahrung mit anderen Flüchtlingen mit einer gewissen Skepsis zu bewerten. Es ist nicht ersichtlich, wie das SEM auf diese Prozentsätze kommt – zumal die Evaluation des 2013 vom Bundesrat beschlossenen Pilotprojekts Resettlement noch nicht vorliegt.
- Ob sich die vom Bund getroffenen Annahmen so bewahrheiten, wird auch von den Integrationsleistungen und -programmen abhängen. Insofern ist wichtig, dass der Bund bei der Aufnahme weiterer Resettlement-Gruppen zusätzlich zu den bestehenden Integrationsleistungen (über die Integrationspauschale sowie die kantonalen Integrationsprogramme hinaus) weitere Gelder bereitstellt für die Integration dieser per Definition besonders vulnerablen Menschen – so wie der Bund dies beim Pilotprojekt Resettlement getan hatte.
- Die den Änderungen zugrundeliegenden Berechnungen weisen ein Delta von 7 Millionen Franken (196 – 189 Mio. Franken) zwischen den heutigen und allfälligen zukünftigen Kosten aus. Es ist davon auszugehen, dass dieses von den Kantonen bzw. den Gemeinden bezahlt werden müsste.
- Die finanziellen Auswirkungen der Änderungen hängen stark davon ab, wie gross der Prozentsatz an vulnerablen Personen im Rahmen von Resettlement-Gruppen ist. Da die längerfristigen Kosten

von den Kantonen getragen werden, wird von Seiten der Kantone erwartet, dass der Bund die Festsetzung von Quoten für Vulnerable gemeinsam mit den Kantonen vornimmt bzw. mit dem Einverständnis der Kantone definiert.

- Aktuell sind Datenerhebungen und Gespräche betreffend Änderungen der Bundessubventionen für Unbegleitete Minderjährige (MNA) sowie für die Integration von vorläufig aufgenommenen Personen und Flüchtlingen im Gange. Die in der Vorlage vorgesehenen Änderungen des Finanzierungssystems dürfen den politischen Diskussionen über eine adäquatere Bundesabgeltung der Kosten der Kantone nicht vorgreifen. Die AsylV 2 müsste demnach aufgrund späterer Ergebnisse gegebenenfalls wieder angepasst werden können.

Art. 24 Abs. 1 Buchstabe c AsylV 2

- Die vorgesehenen Änderungen zur Aufhebung der privilegierten Stellung von staatenlosen Personen in Bezug auf den Aufenthalt ist aufgrund der geänderten gesetzlichen Grundlage nachvollziehbar. Jedoch kann aufgrund des Berichtes nicht nachvollzogen werden, ob die Kostenneutralität – wie im Bericht festgehalten – wirklich gegeben ist. Auch diese Kostenentwicklung muss daher laufend analysiert werden und wenn nötig sind erneut Änderungen des Finanzierungssystems vorzunehmen.

Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Mit Artikel 71b Ausländergesetz wurde eine Rechtsgrundlage geschaffen, welche die Weitergabe medizinischer Daten an Behörden und Organisationen erlaubt, die mit dem Vollzug von Wegweisungen befasst sind. Aus diesem Grund ist es folgerichtig, die Aufbewahrungs- und Lösungsfristen in der VVWA zu regeln.

Allerdings sieht der Entwurf von Art. 15p VVWA vor, dass die medizinischen Daten, die zur Beurteilung der Transportfähigkeit beschafft und bearbeitet wurden, nach dem Vollzug der Weg- oder Ausweisung unverzüglich zu löschen sind. Diese Regelung ist abzulehnen. Bereits heute verfügen die kantonalen Migrationsbehörden über medizinische Akten von Betroffenen, welche die Transportfähigkeit und andere verfahrensrelevante Sachverhalte betreffen. Diese Akten werden den Migrationsbehörden gestützt auf entsprechende Vollmachten entweder vom Betroffenen selbst, von Ärzten, vom Betreuungsdienst oder sonstigen Amtsstellen zur Verfügung gestellt. Sie bilden eine notwendige Grundlage für die Beurteilung der im Zusammenhang mit dem asyl- und ausländerrechtlichen Verfahren (inklusive Wegweisungsvollzug) stehenden Fragen. Diese Daten bilden bereits heute Bestandteil der kantonalen Akten und werden zusammen mit den übrigen Akten archiviert.

Der Verordnungsentwurf sieht in Art. 15p VVWA vor, dass für medizinische Akten, die den Teilaspekt der Transportfähigkeit betreffen, eine von den übrigen medizinischen Akten abweichende Spezialregelung gelten soll. Eine solch unterschiedliche Handhabung von medizinischen Akten, die in ihrer Gesamtheit die Grundlage für die Aufgabenerfüllung der kantonalen Migrationsbehörden bilden, ist nicht nachvollziehbar. Es kommt immer wieder vor, dass im Nachhinein die Entscheide und Vorgehensweisen (auch) beim Wegweisungsvollzug begründet bzw. gerechtfertigt werden müssen (z.B. gegenüber der eidgenössischen Kommission zur Verhütung von Folter, die gemäss gesetzlichem Auftrag die Rückführungen überwacht). Anhand der Akten müssen Entscheide und Vorgehensweisen jederzeit nachvollziehbar sein. Fehlen jedoch die dafür massgeblichen medizinischen Unterlagen, wird die Nachvollziehbarkeit verunmöglicht.

Zusätzlich ist zu bedenken, dass eine sofortige Vernichtung der medizinischen Akten bezüglich Transportfähigkeit bei Fällen von Wiedereinreisen (insbesondere Dublin-Fälle) oder Mehrfachgesuchen kontraproduktiv wäre. Es würde dazu führen, dass jeweils nach kurzer Zeit die medizinischen Akten zur Transportfähigkeit wiederbeschafft werden müssten, um die erneute

Rückführung durchführen zu können. Dies stellt einen erheblichen und unnötigen bürokratischen Aufwand für sämtliche beteiligte Stellen dar und führt zu einer Verzögerung des Wegweisungsvollzugs. Für die Betroffenen kann es zudem auch in deren eigenem Interesse sein, wenn sämtliche medizinischen Akten sofort verfügbar sind und entsprechende medizinische Massnahmen unverzüglich eingeleitet werden können.

Aus vorstehenden Gründen ist der neue Art. 15p VVWA abzulehnen und eine alternative Regelung zu beantragen, wonach die medizinischen Akten betreffend Transportfähigkeit – gleich wie die übrigen medizinischen Akten – zusammen mit dem Dossier aufbewahrt und nach Ablauf der üblichen Dossier-Aufbewahrungsdauer vernichtet werden.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Anliegen.

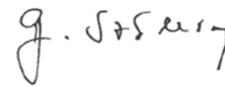
Freundliche Grüsse



Christa Hostettler
Generalsekretärin BPUK



Roger Schneeberger
Generalsekretär KKJPD



Gaby Szöllösy
Generalsekretärin SODK

Kopie per Email an

- Herr Mario Gattiker, Direktor, Bundesamt für Migration
- Frau Pascale Probst, Stv. Chefin Recht, Bundesamt für Migration
- Frau Christa Hostettler, Generalsekretärin BPUK
- Herr Roger Schneeberger, Generalsekretär KKJPD
- Kantonale Sozialamtsleitende
- Kantonale AsylkoordinatorInnen
- Vereinigung der Kantonalen Migrationsbehörden
- Konferenz der Kantonsregierungen KdK



CH-3003 Bern-Wabern, EKM

A-Post

Staatssekretariat für Migration SEM
Dora Bucher
Gaël Buchs
Quellenweg 6
3003 Bern Wabern

Bern-Wabern, 17. Januar 2017

Stellungnahme zur neuen Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA)

Sehr geehrte Frau Bucher
Sehr geehrter Herr Buchs

Mit dem Plangenehmigungsverfahren PVG im Asylbereich will das EJPD Bauten und Anlagen, die dem Bund zur Unterbringung der Asylsuchenden oder zur Durchführung von Asylverfahren dienen, rascher realisieren können. Das PGV wird zu einer besseren Koordination des baurechtlichen Bewilligungsverfahrens führen und ist auf zehn Jahre befristet. Bis dann wird der Bund die grundlegenden Infrastrukturvorhaben realisiert und in Betrieb genommen haben.

Die EKM begrüsst die geplante Änderung. Sie ist ein wichtiger Schritt, den Asylbereich neu zu strukturieren; ein Unterfangen, das sowohl bei den Stimmberechtigten als auch bei den Kantonen, Gemeinden und Städten viel Rückhalt gefunden hat. Auch die EKM hat sich für die Neustrukturierung ausgesprochen. Positiv beurteilt sie, dass in den Zentren, in denen die Schutzsuchenden untergebracht sein werden, Beschäftigungsstrukturen geplant sind und Kinder werden die Möglichkeit haben, die Schule zu besuchen. Im Verfahren werden Asylsuchende beraten und sie werden in rechtlichen Fragen vertreten.

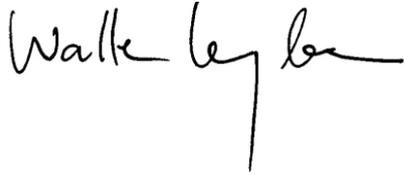
Die EKM würde es begrüssen, wenn das SEM bereits zum Zeitpunkt der Planung der Infrastrukturen Mindeststandards festlegen könnte. Solche Standards könnten im Bereich der Unterbringung, der Asylverfahren, der Beratung und der Rechtsvertretung einheitliche Massstäbe setzen. Diese würden es erlauben, den besonderen Bedürfnissen von unbegleiteten Kindern und Jugendlichen, von Familien und von betreuungsbedürftigen Personen bereits in der Planungs- und Bauphase Rechnung zu tragen.

Anlässlich eines Besuchs im Testbetrieb in Zürich konnte sich die EKM davon überzeugen, dass sich Anliegen zur Verfahrensbeschleunigung und Ansprüche an die Qualität nicht ausschliessen müssen.

Wir hoffen, dass Sie unser Anliegen aufnehmen können und stehen Ihnen für Fragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

Eidgenössische Migrationskommission EKM

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Walter Leimgruber'. The signature is written in a cursive style with a long, vertical stroke extending downwards from the end of the name.

Walter Leimgruber
Präsident



Secrétariat général

dora.bucher@sem.admin.ch

SEM
Quellenweg 6
3003 Berne-Wabern

Genève, le 10 janvier 2017
FER No 33-2016

**Accélération des procédures d'asile (Restructuration du domaine de l'asile).
Mise en vigueur partielle de la modification du 25 septembre 2015 de la loi sur l'asile (LAsi)**

Madame,

Nous vous remercions de nous avoir consultés concernant l'objet susmentionné et nous nous permettons de vous transmettre ci-après nos considérations.

1. Présentation générale

Le 3 septembre 2014, le Conseil fédéral a adopté le message concernant la modification de la loi sur l'asile relatif à la restructuration du domaine de l'asile (« accélération des procédures d'asile »). Celui-ci propose que la majorité des procédures d'asile fasse rapidement l'objet d'une décision exécutoire dans des centres de la Confédération. Ainsi, les requérants d'asile devront y être hébergés pour la durée de la procédure et l'exécution du renvoi pendant 140 jours au maximum. Ces derniers ont droit à des conseils gratuits durant la procédure d'asile et à une représentation juridique gratuite.

Dans la mesure où l'accélération des procédures d'asile requiert des travaux importants de mise en œuvre, celle-ci se divise en trois paquets législatifs. La présente consultation concerne le deuxième paquet, soit les dispositions relatives à la procédure fédérale d'approbation des plans et à l'utilisation temporaire de constructions et d'installations militaires de la Confédération qui, en raison de la mise sur pied des nouveaux centres de la Confédération, doivent être mises en vigueur aussi rapidement que possible avec les dispositions d'exécution nécessaires. Il en va de même pour d'autres dispositions contenues dans ce deuxième paquet en raison des différents facteurs tels que la sécurité du droit ou des répercussions financières.

2. Considérations

En juillet 2013, dans sa prise de position, notre Fédération avait donné un préavis positif au projet de modification de la loi sur l'asile. Nous avons relevé que le projet de restructuration du domaine de l'asile allait dans le bon sens, étant donné qu'il prône une réduction des abus et une accélération des procédures d'asile pour certaines catégories de personnes, tout en respectant les droits humains.

Afin de suivre la ligne adoptée, soit une accélération des procédures d'asile, il est nécessaire de réaliser des nouveaux centres de la Confédération. Notre Fédération approuve donc le projet d'une nouvelle ordonnance sur l'approbation des plans dans le domaine de l'asile. L'objectif de cette procédure d'approbation (OAPA) est ainsi d'examiner si les projets sont conformes au droit en vigueur et de permettre aux particuliers, aux communes et aux cantons et aux autorités fédérales concernés d'y participer le cas échéant.

Pour ce qui touche les autres dispositions (du paquet 2), nous n'avons pas d'oppositions à formuler à l'abrogation de l'article 3 alinéa 3 n L'Etr qui supprimera le privilège des apatrides dans le domaine du séjour en les mettant sur pied d'égalité avec les réfugiés au bénéfice de l'asile. En revanche, nous tenons à faire une mise en garde sur les propositions de modifications dans l'ordonnance 2 sur l'asile et relative au financement. En effet, le nouveau système de financement en faveur des réfugiés à réinstaller devra faire l'objet d'un suivi détaillé afin d'éviter que les coûts se répercutent, in fine, sur les contribuables. En effet, selon les estimations annoncées, le nouveau système de financement en faveur des 1'500 personnes concernées entraînera, pendant sept ans, des coûts annuels de l'ordre de 27 millions de francs, pour un total de 189 millions de francs, ce qui n'est pas rien. Nous émettons également de grandes réserves sur la possibilité qu'aurait la Confédération de participer au financement de l'aide sociale pour les réfugiés réinstallés en Suisse et ceci pendant une durée moyenne de 15 ans. Cela fera augmenter d'autant plus les coûts, sans servir à notre sens les intérêts des réfugiés eux-mêmes, qui se retrouvent pendant de longues années à l'assistance.

En ce qui concerne la conservation des données médicales nécessaires à l'évaluation de l'aptitude au transport, suivie de leur effacement, nous n'avons pas d'oppositions particulières à formuler sur ce point.

En conclusion, compte tenu des remarques précitées, nous émettons un préavis positif à la procédure d'approbation des plans de constructions ainsi qu'aux autres dispositions contenues dans le paquet 2. Toutefois, notre approbation est directement corrélée au fait que les mesures financières engagées ne soient pas surdimensionnées et qu'une réflexion soit menée sur l'intégration des réfugiés de longue durée en Suisse afin d'éviter le plus possible que ces personnes finissent assistées durant 15 ou 20 ans.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce courrier et vous prions d'agréer, Madame, nos salutations les meilleures.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Yannic Forney
Délégué

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD

dora.bucher@sem.admin.ch
gael.buchs@sem.admin.ch

Bern, 24. Januar 2017

Vernehmlassung betreffend der Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs), Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes (AsylG) vom 25. September 2015

Stellungnahme der FMH zu den Änderungen der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga

Die FMH dankt für den Einbezug ins Vernehmlassungsverfahren. Der Zentralvorstand der FMH nimmt zu den Änderungen der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA) wie folgt Stellung:

A. Einleitende Ausführungen

Art. 15p VVWA

Gemäss nArt. 71b Abs. 1 AuG gibt die behandelnde medizinische Fachperson auf Anfrage die für die Beurteilung der Transportfähigkeit notwendigen medizinischen Daten von Personen mit einem rechtskräftigen Weg- oder Ausweisungsentscheid an folgende anfrageberechtigten Behörden weiter:

- Die für die Weg- oder Ausweisung zuständigen kantonalen Behörden;
- Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des SEM, die für die zentrale Organisation und Koordination des zwangsweisen Weg- und Ausweisungsvollzugs zuständig sind;
- Die medizinischen Fachpersonen, die im Auftrag des SEM die medizinische Überwachung beim Vollzug der Weg- oder Ausweisung im Zeitpunkt der Ausreise wahrnehmen.

Diese anfrageberechtigten sollen gemäss Art. 15p VVWA die für die Beurteilung der Transportfähigkeit von der behandelnden medizinischen Fachperson erhaltenen medizinischen Daten bis zum Vollzug der Weg- oder Ausweisung bearbeiten können. Nach dem Vollzug der Weg- oder Ausweisung sollen die anfrageberechtigten die entsprechenden Daten unverzüglich löschen.

Als Begründung für diese Regelung wird im erläuternden Bericht ausgeführt, dass besonders schützenswerte Personendaten nur solange verwendet bzw. aufbewahrt werden dürften, wie sie auch tatsächlich für die Erfüllung einer bestimmten Aufgabe notwendig sei. Ziel der neuen Bestimmung zur Weitergabe von medizinischen Daten zur Beurteilung der Transportfähigkeit sei es, dass die zustän-

digen Vollzugsbehörden Kenntnis über den Gesundheitszustand einer wegzuweisenden Person haben und zum Schutz der Betroffenen entsprechende Sicherheitsvorkehrungen treffen könnten. Könne eine Weg- oder Ausweisung vollzogen werden, sei die weitere Aufbewahrung der medizinischen Daten nicht mehr notwendig. Folglich sollen diese unmittelbar gelöscht werden. Könne eine Weg- oder Ausweisung nicht vollzogen werden (z.B. aus technischen Gründen) sollen die entsprechenden Daten weiterhin aufbewahrt werden dürfen. Dies sei sinnvoll, da damit bei einer späteren, erneuten Beurteilung der Transportfähigkeit auf die früheren medizinischen Daten zurückgegriffen werden könne.

B. Stellungnahme der FMH

Die FMH erachtet es aus folgenden Gründen problematisch, dass gemäss Verordnungsentwurf Ärztinnen und Ärzte, welche im Auftrag des SEM die medizinische Überwachung beim Vollzug der Weg- oder Ausweisung im Zeitpunkt der Ausreise wahrnehmen, die medizinischen Daten nach dem Vollzug der Weg- oder Ausweisung unverzüglich zu löschen haben:

- Zur Aufbewahrungsfrist von Krankengeschichten hält der [EDOEB](#) auf seiner Homepage unseres Erachtens richtig fest:

„Das Datenschutzgesetz sieht keine genauen Aufbewahrungsfristen vor. Aus dem Verhältnismässigkeitsprinzip ergibt sich, dass Daten, die nicht mehr benötigt werden, zu vernichten sind. Als Faustregel wird in der Praxis auf die allgemeine Verjährungsfrist von zehn Jahren abgestellt. In Einzelfällen kann aber auch eine kürzere oder längere Aufbewahrungsfrist vorgesehen werden. In einigen Kantonen sehen die kantonalen Gesundheitsgesetze genaue Aufbewahrungsfristen vor.“

Auch die FMH hat für ihre Mitglieder in der Standesordnung die Aufbewahrungspflicht verankert. Für Ärztinnen und Ärzte, welche mit der Ausschaffung von inhaftierten Personen zu tun haben, sieht zudem die Richtlinie der SAMW „Ausübung der ärztlichen Tätigkeit bei inhaftierten Personen“, welche Bestandteil der Standesordnung der FMH ist, vor, dass die Krankengeschichten unter ärztlicher Verantwortung aufbewahrt werden müssen.

Für die FMH sind keine stichhaltigen Gründe ersichtlich, weshalb die Aufbewahrungspflicht somit nicht auch für Ärztinnen und Ärzte oder andere medizinischen Fachpersonen, welche die Transportfähigkeit von Weg- oder Auszuweisenden zu beurteilen haben, gelten soll. Diesbezüglich ist auch zu beachten, dass der behandelnde Arzt und der die Ausschaffung begleitende Arzt (Oseara-Ärzte) aufgrund der ihnen zur Verfügung stehenden medizinischen Daten nicht die gleichen Fragen zu beantworten haben. Der behandelnde Arzt beurteilt, ob allfällige Kontraindikationen in Bezug auf die Ausschaffung gegeben sind, der Oseara-Arzt beurteilt und entscheidet über die Transportfähigkeit. Es ist unseres Erachtens auch nicht auszuschliessen, dass sich bei einer vollzogenen Weg- oder Ausweisung nachträglich noch (z.B. haftpflichtrechtliche, strafrechtliche¹) Fragen stellen, für deren Beantwortung die Krankengeschichte beigezogen werden müsste. Aus diesen Gründen ist es notwendig, dass der die Transportfähigkeit beurteilende Arzt die Krankengeschichte nach den gleichen Regeln wie praktizierende Ärztinnen und Ärzte aufbewahren muss.

- Auf der anderen Seite hat auch die sich in Ausschaffungshaft befindende Person gestützt auf die Europäische Menschenrechtskonvention und die Praxis des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte in Strassburg ein Anrecht darauf, eine mit der übrigen Bevölkerung gleichwertige Behandlung zu erhalten. Dazu gehört auch, dass ihre Krankengeschichte nach den Regeln, welche für die Bevölkerung in der Schweiz gelten, geführt und aufbewahrt wird.

¹ Im 2001 verurteilte das Bezirksgericht Bülach einen Arzt wegen fahrlässiger Tötung. Der Arzt wurde für den Erstickungstod eines Ausschaffungshäftlings verantwortlich gemacht. Der Schuldspruch wegen fahrlässiger Tötung wurde sowohl vom Obergericht des Kantons Zürich als auch vom Bundesgericht (Urteil 6S.365/2001 vom 22.01.2004) bestätigt. Dieser Fall führte zur Schaffung der SAMW-Richtlinie „Ausübung der ärztlichen Tätigkeit bei inhaftierten Personen“.

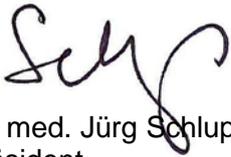
Vernehmlassung betreffend der Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs), Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes (AsylG) vom 25. September 2015

Stellungnahme der FMH zu den Änderungen der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

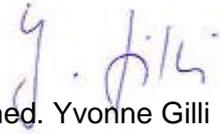
Nach Ansicht der FMH ist diese Gleichbehandlung in der Verordnung sicherzustellen.

Wir danken Ihnen für eine wohlwollende Prüfung unseres Anliegen.

Freundliche Grüsse



Dr. med. Jürg Schlup
Präsident



Dr. med. Yvonne Gilli
Mitglied Zentralvorstand FMH
Departementsverantwortliche
Digitalisierung / eHealth

Inclusion Handicap
Mühlemattstrasse 14a
3007 Bern

info@inclusion-handicap.ch
www.inclusion-handicap.ch

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Staatssekretariat für Migration
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

Per Email an: dora.bucher@sem.admin.ch, gael.buchs@sem.admin.ch

Bern, 3. Februar 2017

INCLUSION
HANDICAP

Dachverband der
Behindertenorganisationen Schweiz

Association faitière des organisations
suissees de personnes handicapées

Mantello svizzero delle organizzazioni
di persone con disabilità

BESCHLEUNIGUNG DER ASYLVERFAHREN (NEUSTRUKTURIERUNG DES ASYLBEREICHS). TEILINKRAFTSETZUNG VON ÄNDERUNGEN DES ASYLGESETZES (ASYLG) VOM 25. SEPTEMBER 2015: VERNEHMLASSUNG

Stellungnahme zum Entwurf der neuen Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) und zu den Änderungen der Asylverordnung 2 (AsylV 2) sowie der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga

Inclusion Handicap ist der Dachverband der Behindertenorganisationen in der Schweiz und vertritt die Interessen von Menschen mit Behinderungen. Die Abteilung Gleichstellung von Inclusion Handicap hat die Aufgabe, die Umsetzung sowie Weiterentwicklung des Behindertengleichstellungsrechts zu fördern und so die autonome Lebensführung von Menschen mit Behinderungen in allen Aspekten des täglichen Lebens zu unterstützen.

Die Bundesverfassung verbietet in Art. 8 Abs. 2 Diskriminierungen wegen einer körperlichen, geistigen oder psychischen Behinderung. Art. 8 Abs. 4 BV verpflichtet den Gesetzgeber, Massnahmen zur Beseitigung der Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen zu ergreifen. Demnach müssen die in Erarbeitung stehenden oder einer Revision unterliegenden Gesetze sowie Verordnungen immer auch unter dem Aspekt der Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen überprüft werden. Führen sie zu einer direkten oder indirekten Diskriminierung, sind sie mit Art. 8 Abs. 2 BV nicht vereinbar. Den Auftrag von Art. 8 Abs. 4 BV hat der Bundesgesetzgeber bis jetzt hauptsächlich durch den Erlass



des Behindertengleichstellungsgesetzes vom 13. Dezember 2002 (Behindertengleichstellungsgesetz, BehiG; SR 151.3) wahrgenommen, aber auch durch die Verankerung von behindertengleichstellungsrechtlicher Vorschriften in der Spezialgesetzgebung.

Zudem verpflichtet die UNO-Konvention über die Rechte von Menschen mit Behinderungen (UNO-BRK; SR 0.109) zur Berücksichtigung derer Anliegen, insbesondere auch im Gesetzgebungsverfahren (Art. 4 Abs. 1 lit. a+b UNO-BRK).

Im Folgenden nehmen wir aus Sicht des Behindertengleichstellungsrechts zu den einzelnen Vorlagen Stellung. Wir beschränken uns dabei auf allgemeine Anregungen im Zusammenhang mit den Anpassungen der drei Verordnungen und bitten Sie, zwecks Formulierung von konkreten Gesetzesbestimmungen mit dem Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen (EBGB) Kontakt aufzunehmen.

1. Anregungen zum Entwurf der neuen Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA)

Relevant im Zusammenhang mit dem Entwurf der neuen VPGA ist zunächst Art. 9 der UNO-Konvention über die Rechte von Menschen mit Behinderungen (UNO-BRK; SR 0.109)¹ als allgemeine Klausel zur Gewährleistung der Zugänglichkeit. Der hindernisfreie Zugang zu Bauten und Anlagen gehört zu den wesentlichen Voraussetzungen einer selbstbestimmten Teilhabe am gesellschaftlichen Leben und ist für die Inklusion von Menschen mit Behinderungen von zentraler Bedeutung. Nach **Art. 9 UNO-BRK** müssen auch im Zusammenhang mit der gebauten Umwelt die Bedürfnisse von Menschen mit Behinderungen berücksichtigt werden. Die Schweiz ist somit verpflichtet, zur Sicherstellung des **Zugangs von Menschen mit Behinderungen zu Bauten und Anlagen** die nötigen Massnahmen zu ergreifen. Um Benachteiligungen von **Asylsuchenden mit Behinderungen** zu vermeiden, müssen demnach Bauten und Anlagen, die dem Bund zur Unterbringung Asylsuchender oder zur Durchführung von Asylverfahren (**nachfolgend vereinfachend „Asylzentren“ genannt**) dienen, nach dem *design for all* ausgestaltet sein (Art. 2 Abs. 5 UNO-BRK). Gefordert ist somit der hindernisfreie Zugang für alle Menschen mittels Anpassungsmassnahmen wie beispielsweise Rampen für Rollstuhlfahrende oder Beschilderungen in Brailleschrift für blinde Menschen und in leichter Sprache für Menschen mit geistigen Behinderungen.

Diese Pflicht fliesst im Weiteren auch aus dem in **Art. 8 Abs. 2 der Bundesverfassung** (BV; SR 101) verankerten Diskriminierungsverbot aufgrund einer körperlichen, geistigen

¹ Aus der Lehre zur Tragweite von Art. 9 UNO-BRK siehe TRENK-HINTERBERGER, Zugänglichkeit, Art. 9, in: Kreuz Marcus/Lachwitz Klaus/Trenk-Hinterberger Peter (Hrsg.), Die UNO-Behindertenrechtskonvention in der Praxis, Köln 2013, S. 130ff sowie WELTI, Zugänglichkeit, Art. 9, in: Welke Antje (Hrsg.), UN-Behindertenrechtskonvention mit rechtlichen Erläuterungen, Ettenheim 2012, S. 127ff.



oder psychischen Behinderung, sowie **Art. 8 Abs. 4 BV**, wonach das Gesetz Massnahmen zur Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen vorsieht.

Auf Gesetzesebene verpflichtet das **Behindertengleichstellungsgesetz** (BehiG; SR 151.3) zur hindernisfreien Gestaltung von öffentlich zugänglichen Bauten und Anlagen, von Wohngebäuden mit mehr als acht Wohneinheiten sowie von Gebäuden mit mehr als 50 Arbeitsplätzen. Voraussetzung ist, dass für diese eine Bewilligung für den Bau oder für die Erneuerung erteilt wird². Die baurechtlichen Bestimmungen des BehiG gelten für den Bund direkt und umfassend.

Gemäss Art. 2 lit. c Ziff. 2 der **Behindertengleichstellungsverordnung** (BehiV; SR 151.31) gelten auch Bauten und Anlagen als **öffentlich zugänglich**, die nur einem bestimmten Personenkreis offen stehen, der in einem **besonderen Rechtsverhältnis zu Gemeinwesen** oder zu Dienstleistungsanbieterinnen und -anbietern steht, welche in der Baute oder Anlage tätig sind. Ein besonderes Rechtsverhältnis liegt vor, wenn Personen in einer engeren Rechtsbeziehung zum Staat stehen als die übrigen Menschen und sich daraus für sie besondere Pflichten und Einschränkungen der Freiheitsrechte ergeben.³ Für Asylsuchende, welchen die Asylzentren offen stehen, ist dies zweifellos der Fall. Da in den Zentren Mitarbeitende des Bundes bzw. von Dienstleistungserbringern tätig sind, ist auch diese Voraussetzung gegeben. Im Übrigen handelt es sich bei Zentren zur Unterbringung Asylsuchender i.d.R. wohl auch um Wohngebäude mit mehr als acht Wohneinheiten. **Die Asylzentren sind somit vom Geltungsbereich des BehiG klar erfasst.**

Technische Konkretisierungen der Hindernisfreiheit sind in zwei **Normen der Fachverbände SIA und VSS** festgelegt; soweit die Gesetzgebung auf sie verweist, sind sie verbindlich⁴.

Bis heute sind die Grundlagen des Behindertengleichstellungsrechts insbesondere auch im Baubereich in der Praxis wenig bekannt. Sogar in der Bundesverwaltung sind sich viele Behörden ihrer Verpflichtungen noch zu wenig bewusst. Eine **klare Verankerung und Konkretisierung der behindertengleichstellungsrechtlichen Anforderungen in der jeweils relevanten Spezialverordnung** kann dies ändern und zur konsequenten Umsetzung der Rechte von Menschen mit Behinderungen beitragen.

² Art. 3 lit. a, c und d BehiG.

³ Vgl. ULRICH HÄFELIN/GEORG MÜLLER/FELIX UHLMANN, Allgemeines Verwaltungsrecht, 2010, Rz. 478.

⁴ Vgl. Anm. **Fehler! Textmarke nicht definiert.**, BehiG-Evaluation, S. 60f. und S. 67.



Eine solche Verankerung hat **im vorliegenden Entwurf zur VPGA nicht stattgefunden**. Inclusion Handicap schlägt deshalb vor, die **Anforderungen an die hindernisfreie Ausgestaltung von Asylzentren** im Rahmen verschiedener **Bestimmungen der VPGA** zu verankern.

Art. 1 Gegenstand und Geltungsbereich

Insbesondere in Anbetracht ihrer Eigenschaft als Lebensmittelpunkt von Asylsuchenden müssen nach Ansicht von Inclusion Handicap auch bestehende Zentren zur Unterbringung Asylsuchender hindernisfrei ausgestaltet werden. Dies ergibt sich aus Art. 9 UNO-BRK, welcher eine bedingungslose Pflicht zur Gewährleistung der Zugänglichkeit verankert, zudem auch aus dem Verbot einer unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung nach Art. 15 UNO-BRK

Art. 3 Genehmigungsfreie Vorhaben

Abs. 1: Auch im Rahmen einer nur vorübergehenden Nutzung von militärischen Bauten und Anlagen muss die Hindernisfreiheit gewährleistet sein.

Abs. 2: Im Rahmen der schutzwürdigen Interessen Dritter sollen Menschen mit Behinderungen explizit genannt werden.

Art. 4 Sachplan Asyl

Die Sicherstellung der Hindernisfreiheit muss ebenfalls Teils des Sachplans Asyl sein.

Art. 5

Das Vorprüfungsgesuch hat auch darzulegen, wie die Hindernisfreiheit umgesetzt wird. Dabei soll explizit auf die SIA-Norm 500 „Hindernisfreie Bauten“ als verbindlichem Standard verwiesen werden.

Art. 6 Inhalt des Gesuchs

Im Gesuch müssen ebenfalls Angaben und Unterlagen zur Realisierung der Hindernisfreiheit unter Bezugnahme auf die SIA-Norm 500 enthalten sein. Dies gilt auch für das vereinfachte Plangenehmigungsverfahren.

Art. 8 Einleitung der Anhörung

Bei der Erarbeitung und Umsetzung von Rechtsvorschriften in Fragen, die Menschen mit Behinderungen betreffen, muss die Schweiz nach Art. 4 Abs. 3 UNO-BRK mit den Behindertenorganisationen enge Konsultationen führen und sie aktiv miteinbeziehen. Entspre-



chend soll das EJPD – analog zur Praxis des BAV im Bereich der Plangenehmigungsverfahren im öffentlichen Verkehr – die Gesuchsunterlagen einer kompetenten Fachstelle aus den Behindertenorganisationen zwecks Überprüfung der Gewährleistung der Hindernisfreiheit zukommen lassen; dies ist im Falle der Asylzentren die Schweizerische Fachstelle für behindertengerechtes Bauen. Dadurch wird sichergestellt, dass der Aspekt der Zugänglichkeit für Menschen mit Behinderungen von Anfang an berücksichtigt und professionell umgesetzt wird.

Art. 17

Auch bei Projektanpassungen muss die Schweizerische Fachstelle für behindertengerechtes Bauen informiert werden.

Art. 25 Plangenehmigungsentscheid

Abs. 2 c: Im Plangenehmigungsentscheid sind Bedingungen und Auflagen betreffend die Hindernisfreiheit unbedingt mit einzuschliessen.

Art. 27 Baubeginn

Das EJPD soll die sofortige Ausführung nur gestatten können, wenn die Umsetzung der Hindernisfreiheit sichergestellt ist.

2. Anregungen zu den Änderungen der Asylverordnung 2 (AsylV 2)

Inclusion Handicap steht der **zeitlichen Begrenzung der Ausrichtung von Bundespauschalen** für Flüchtlinge und schutzbedürftige Personen mit Aufenthaltsbewilligung und für Flüchtlinge mit einer rechtskräftigen Landesverweisung nach Art. 88 Abs. 3 AsylG ganz generell **kritisch** gegenüber. In diesem Zusammenhang merken wir auch an, dass die auf S. 22 des Erläuternden Berichts **angeführten Kosteneinsparungen** von 189 Mio. gegenüber 196 Mio., welche offenbar durch die zeitliche Begrenzung der Pauschalen auf 7 Jahre bei den Resettlement-Flüchtlingen entstehen, unseres Erachtens in Anbetracht der Bedeutung für die Betroffenen **marginal erscheinen**.

Vor diesem Hintergrund äussern wir uns zu den vorgeschlagenen Verordnungsänderungen wie folgt:

Art. 24 Abs. 1 lit. c:

In diesem Sinn zeigt sich Inclusion Handicap auch grundsätzlich besorgt über die in Art. 87 Abs. 4 nAuG eingeführte Beschränkung der Kostenerstattungspflicht des Bundes für staatenlose Personen mit einer Aufenthaltsbewilligung auf maximal 5 Jahre seit der Anerkennung der Staatenlosigkeit. Besonders **prekär** ist eine solche Beschränkung für **Menschen mit Behinderungen**, die oft langfristig auf staatliche Unterstützung angewiesen sind. Inclusion Handicap beantragt deshalb eine **über diese 5 Jahre hinausgehende**



Vergütungspflicht des Bundes ohne zeitliche Obergrenze für Menschen mit körperlichen, geistigen und psychischen Behinderungen, die wirtschaftlich nicht selbständig sind, analog unseren nachfolgenden Anmerkungen betreffend die vorgesehene Regelung für Resettlement-Flüchtlinge in Art. 24 Abs. 2 nAysIV 2.

Art. 24a Abs. 2:

Abs. 1:

Inclusion Handicap stellt fest, dass Art. 88 Abs. 3bis nAsylG keine zeitliche Obergrenze für die weitere Ausrichtung von Bundespauschalen verlangt. Wir fordern deshalb die **Streichung der Einschränkung „während 7 Jahren“**.

Abs. 2:

Sollte die zeitliche Einschränkung beibehalten werden, so zeigt sich Inclusion Handicap besorgt über die mit Abs. 2 einhergehende Einschränkung des Personenkreises - wenngleich zumindest Menschen mit Behinderungen während 7 statt nur 5 Jahren unterstützt werden sollen.

Was letztere betrifft, so geht das SEM in seinem Bericht selber davon aus, dass „viele der noch einreisenden Personen schwerste **psychische** und physische Beeinträchtigungen mitbringen“ (S. 22). Von diesen würden rund 25% mit grösster Wahrscheinlichkeit dauerhaft oder während langer Zeit sozialhilfeabhängig sein. Unabhängig von der Plausibilität dieser Schätzungen ist es für Inclusion Handicap nicht nachvollziehbar, dass die Bundespauschalen dennoch auch für diese Personen auf 7 Jahre beschränkt sein sollen. Wie der Bund selbst festgehalten hatte, soll **durch eine zeitliche Ausdehnung der Bundespauschalen „die Bereitschaft der Kantone gefördert werden, betagte Personen, Personen mit einer schweren chronischen Krankheit oder Personen mit einer körperlichen oder geistigen Beeinträchtigung aufzunehmen.“**⁵ Unseres Erachtens kann dieses unterstützenswerte Ziel durch eine blosse Ausdehnung um 2 Jahre nicht erreicht werden. Inclusion Handicap fordert deshalb eine **zeitlich unbegrenzte Vergütung** des Bundes für unbegleitete Minderjährige sowie Personen, die aufgrund einer körperlichen, geistigen oder psychischen Behinderung oder wegen Betagtheit nicht wirtschaftlich selbständig sind.

Gestützt auf das Behindertengleichstellungsrecht – und in Übereinstimmung mit der obigen Formulierung des SEM - sind weiter im Wortlaut von Art 24a Abs. 2 nebst der Menschen mit körperlichen und geistigen Beeinträchtigungen bzw. Behinderungen **zwingend**

⁵ Schweizerische Eidgenossenschaft, Botschaft zur Änderung des Asylgesetzes (Neustrukturierung des Asylbereichs) vom 3.9.2014, BBI 2014 7991, S. 2059.



auch Menschen mit psychischen Beeinträchtigungen mit einzuschliessen. Massgebend ist in diesem Zusammenhang das Verständnis von Behinderung im Sinne der UNO-BRK.

Des Weiteren erachten wir die Einschränkung des Personenkreises auf Personen mit einer „**schweren**“ körperlichen, geistigen oder psychischen Beeinträchtigung als unangebracht. Einerseits können sich **auch leichtere Behinderungen auf die Arbeitsfähigkeit einer Person massiv auswirken** und somit ihr Bedarf an staatlicher Unterstützung entsprechend gross sein. Zudem schafft die Bezeichnung „schwer“ unseres Erachtens einen **unbestimmten Rechtsbegriff**.

3. Anregungen zu den Änderungen der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Inclusion Handicap spricht sich **vehement gegen die vorgesehene sofortige Löschung** medizinischer Daten – welche insbesondere auch Menschen mit Behinderungen betrifft, die oft gerade nicht transportfähig sind - nach dem Vollzug einer Weg- oder Ausweisung aus. Unserer Ansicht nach **verletzt eine solche Regelung elementare rechtsstaatliche Prinzipien**, zumal die sofortige Löschung medizinischer Daten die nachträgliche Beurteilung der Rechtmässigkeit eines Weg-/Ausweisungsvollzugs in einem wesentlichen Punkt faktisch verunmöglicht. Dies verstösst gegen das in **Art. 13 UNO-BRK** statuierte Recht auf **Zugang zur Justiz** und steht im Widerspruch zu den in Art. 29 BV verankerten allgemeinen Verfahrensgarantien, insbesondere dem **Anspruch auf rechtliches Gehör nach Art. 29 Abs. 2 BV**, welcher u.a. das **Recht auf Akteneinsicht**⁶ und somit auch das Recht auf Einsicht in relevante medizinische Daten beinhaltet. Inclusion Handicap bittet deshalb **dringend um die Überarbeitung der Regelung** dahingehend, dass der **Zugang zur Justiz bzw. die Verfahrensrechte der Betroffenen gewahrt werden**.

Für weitere Fragen stehen wir Ihnen jederzeit sehr gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

Julien Neruda
Geschäftsführer

Caroline Hess-Klein, Dr. iur.
Leiterin Abteilung Gleichstellung

⁶ BIAGGINI/GÄCHTER/KIENER (HRSG.), Staatsrecht, 2. Auflage 2015.



Eidgenössisches Justiz- und
Polizeidepartement
Frau Bundesrätin
S. Sommaruga
3003 Bern

per E-Mail:
dora.bucher@sem.admin.ch
gael.buchs@sem.admin.ch

Zürich, 5. Januar 2017

Stellungnahme des HEV Schweiz

Vernehmlassung zur Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs): Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA), Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (AsylV 2) und Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

I. Einleitende Bemerkung

Mit Ihrem Schreiben vom 12. Oktober 2016 haben Sie das Vernehmlassungsverfahren zur Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs), Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes (AsylG) vom 25. September 2015 eröffnet. Die Vernehmlassung umfasst drei Verordnungen: die neue Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA), die Revision der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (AsylV 2, Revision) und die Revision der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA). Für die uns gebotene Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens. Der HEV Schweiz ist mit seinen rund 330'000 Mitgliedern der grösste Vertreter der Interessen der Haus-, Grund- und Stockwerkeigentümer in der Schweiz. In dieser Funktion setzen wir uns konsequent für die Förderung und den Erhalt des Wohn- und Grundeigentums in der Schweiz ein

und vertreten die Interessen unserer Mitglieder auf allen Ebenen. Da die Interessen unserer Mitglieder vom Plangenehmigungsverfahren betroffen sind, machen wir von der uns offerierten Möglichkeit zur Stellungnahme Gebrauch und halten Folgendes fest:

II. Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA)

1. Allgemein

Durch die in Art. 95a-95l nAsylG vorgesehenen Verfahren werden Bauten und Anlagen, die dem Bund zur Unterbringung Asylsuchender oder zur Durchführung von Asylverfahren dienen, einer einzigen Plangenehmigungsbehörde (EJPD) unterstellt. Diese neuen Verfahren sollen mit der Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) eingeführt werden.

Nachfolgend werden die Positionen des HEV Schweiz zu den einzelnen Bestimmungen aufgezeigt.

2. Mitwirkungs- und Einspracherechte der Kantone, Gemeinden, Bevölkerung und Betroffener im ordentlichen Verfahren (Art. 10-13 VPGA)

Die Mitwirkungsrechte und die Beschwerderechte sind im VPGA folgendermassen ausgestaltet: Während der öffentlichen Auflage des Gesuchs bei der Gemeinde hat die Bevölkerung Gelegenheit, in einem ordentlichen Verfahren schriftlich Anregungen zu machen (Art. 10 Abs. 1 VPGA). Die betroffenen Personen und die Gemeinde selber können innert 30 Tagen Einsprache gegen das Vorhaben erheben (Art. 11 und 12 VPGA). Der betroffene Kanton nimmt zum Gesuch Stellung und äusserst sich zur Stellungnahme der Gemeinde, zu den Einsprachen und den Anregungen (Art. 13 VPGA). Der Plangenehmigungsentscheid des EJPD kann beim Bundesverwaltungsgericht und anschliessend beim Bundesgericht angefochten werden. Zur Beschwerde berechtigt sind auch die betroffenen Kantone und Gemeinden (Art. 95l nAsylG).

Position HEV Schweiz:

- Es ist wichtig, dass den Kantonen, Gemeinden, Bevölkerung und Betroffenen maximale Mitwirkungs- und Einspracherechte im ordentlichen Plangenehmigungsverfahren gewährleistet werden, weshalb der HEV Schweiz diese Regelungen begrüsst.

Einzig in Art. 10 Abs. 2 VPGA werden die Mitspracherechte der betroffenen Bevölkerung beschnitten. Gemäss dieser Bestimmung kann das EJPD von der Durchführung eines Mitwirkungsverfahrens absehen, wenn das SEM nachweist, dass die betroffene Bevölkerung schon früher in geeigneter Weise mitwirken konnte und sich die Voraussetzungen in der Zwischenzeit nicht erheblich verändert haben. Was „in geeigneter Weise“ genau heisst, wird nicht näher ausgeführt und so die Möglichkeit geschaffen, gestützt auf einer ungenau definierten Grundlage, die Mitspracherechte der betroffenen Bevölkerung auszuschalten.

Forderung HEV Schweiz:

- Art. 10 Abs. 2 VPGA ist ersatzlos zu streichen, um die Mitwirkungsmöglichkeit der betroffenen Bevölkerung sicher zu stellen.

3. Vereinfachtes Verfahren (Art. 2 Abs.2, Art. 10 Abs. 3 und Art. 18 VPGA)

Art. 18 PVGA verweist für das vereinfachte Verfahren auf Art. 95j nAsylG. Demgemäss findet das vereinfachte Verfahren Anwendung bei örtlich begrenzten Vorhaben mit wenigen, eindeutig bestimmbar Betroffenen (lit. a), bei Bauten und Anlagen, deren Änderung oder Umnutzung das äussere Erscheinungsbild nicht wesentlich verändert, keine schutzwürdigen Interessen Dritter berührt und sich nur unerheblich auf Raum und Umwelt auswirkt (lit. b) und bei Bauten und Anlagen, die spätestens nach drei Jahren wieder entfernt werden (lit. c). Abs. 3 hält fest, dass die Genehmigungsbehörde die Aussteckung anordnen kann. Das Gesuch wird nicht publiziert und nicht öffentlich aufgelegt. Die Genehmigungsbehörde unterbreitet die Planvorlage den Betroffenen, soweit sie nicht vorher schriftlich ihre Einwilligung gegeben haben; deren Einsprachefrist beträgt 30 Tage. Die Genehmigungsbehörde kann bei Kantonen und Gemeinden Stellungnahmen einholen. Sie setzt dafür eine angemessene Frist. Art. 10 Abs. 3 VPGA führt aus, dass keine Mitwirkung der betroffenen Bevölkerung im vereinfachten Plangenehmigungsverfahren stattfindet.

Gemäss Botschaft des Bundesrates zum nAsylG ist die Anwendung des vereinfachten Plangenehmigungsverfahrens in der Verordnung näher auszuführen. Dies ist vorliegend nicht erfüllt worden. Ein schlichter Verweis der VPGA auf den entsprechenden Artikel des nAsylG genügt hierfür nicht. Mit den nicht genügend festgelegten Kriterien, wann das vereinfachte Plangenehmigungsverfahren zur Anwendung kommt, besteht ein erheblicher Ermessensspielraum zugunsten des EJPD. Um Rechtssicherheit zu schaffen sind die Kriterien genauer zu konkretisieren und abschliessend zu regeln. Zudem ist präzise zu regeln, in welchen Fällen die Genehmigungsbehörde bei den Kantonen und Gemeinden eine Stellungnahme einzuholen hat und in welchen Fällen die Planvorlage den Betroffenen unterbreitet werden muss.

Forderung HEV Schweiz:

- Die Kriterien für die Anwendung des vereinfachten Verfahrens sind zu konkretisieren und abschliessend zu regeln. Zudem sind die Fälle, in welchen die Genehmigungsbehörde bei den Kantonen und Gemeinden eine Stellungnahme einzuholen hat und in welchen Fällen die Planvorlage den Betroffenen zu unterbreiten ist, zu regeln.

4. Enteignungsverfahren (Art. 19 ff. VPGA)

Wie im Abstimmungskampf zur Revision des AsylG bereits dargelegt, lehnt der HEV Schweiz Enteignungsverfahren für Asylzwecke entschieden ab. Gemäss Art. 19 VPGA führt das EJPD ein Enteignungsverfahren durch, wenn für die Verwirklichung eines Vorhabens eine Enteignung notwendig ist. Nicht erläutert wird, was genau mit „notwendig“ gemeint ist. In der Verordnung ist dies entsprechend zu präzisieren.

Der erläuternde Bericht zur VPGA, Seite 5 hält fest, dass trotz des Verweises im AsylG Enteignungsverfahren im Rahmen des Plangenehmigungsverfahrens grundsätzlich nicht vorkommen würden. Wichtig sei generell, dass der Bund entsprechende Unterkünfte zeitnah errichten und eröffnen könne. Es mache daher kaum Sinn, parallel zu einem Plangenehmigungsverfahren noch langwierige Enteignungsverfahren durchzuführen, die auch mehrere Jahre in Anspruch nehmen können. Es fragt sich, wenn dies zuträfe, weshalb das Enteignungsverfahren im nAsylG und in der VPGA überhaupt vorgesehen wird. Vielmehr ist davon auszugehen, wenn es eine gesetzliche Legitimation für Enteignungen gibt, wird der betreffende Artikel auch angewendet. Aus Sicht des HEV Schweiz ist die Erweiterung der Enteignungsverfahren im nAsylG und in der VPGA überflüssig.

nungsmöglichkeit von privaten Grundstücken für Asylzwecke unverhältnismässig. Deshalb sind private Grundstücke von Enteignungen auszunehmen, was in der VPGA entsprechend zu verdeutlichen ist.

Forderung HEV Schweiz:

- Was genau mit „notwendig“ in Artikel 19 VPGA gemeint ist, ist zu konkretisieren. Private Grundstücke sind von den Enteignungen auszunehmen.

5. Baubeginn (Art. 27 VPGA)

Art. 27 VPGA hält fest, dass mit der Ausführung des Vorhabens erst mit Eintritt der Rechtskraft des Plangenehmigungsentscheids begonnen werden darf. Das EJPD kann die sofortige Ausführung gestatten, wenn besonderer Dringlichkeit vorliegt (Art. 27 Abs. 2 lit. c VPGA). Der Begriff „besondere Dringlichkeit“ ist viel zu unbestimmt. Das EJPD kann sich jederzeit auf diese Bestimmung berufen und damit wird der Eintritt der Rechtskraft des Plangenehmigungsentscheids nicht abgewartet und diese wichtige Voraussetzung umgangen.

Forderung HEV Schweiz:

- Um Rechtssicherheit zu schaffen, ist Art. 27 Abs. 2 lit. c VPGA ersatzlos zu streichen.

III. Änderung der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (AsyIV 2)

Der HEV Schweiz verzichtet auf eine Stellungnahme, da von den geplanten Änderungen der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (AsyIV 2) keine Interessen der Immobilieneigentümer oder liegenschaftsspezifische Interessen berührt werden.

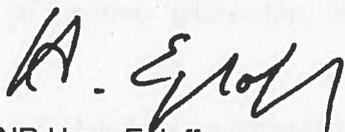
IV. Änderung der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Die Interessen der Immobilieneigentümer sind von den Änderungen der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA) nicht betroffen, weshalb hierzu keine Stellungnahme erfolgt.

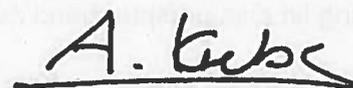
Sehr geehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Hauseigentümerverband Schweiz



NR Hans Egloff
Präsident HEV Schweiz



MLaw Annekäthi Krebs
Rechtskonsultentin

Vernehmlassungsantwort des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbundes SEK zur Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs), Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung Änderungen AsylG

1. Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich VPGA

Im Rahmen der Überarbeitung des Plangenehmigungsverfahrens möchte der Kirchenbund grundsätzliche Anmerkungen anbringen. Der Kirchenbund engagiert sich unter anderem in den Seelsorgediensten für Asylsuchende für gute Lebensbedingungen in den Bundesasylzentren. Auf der Grundlage dieser Praxiserfahrungen weisen wir auf folgende Themenfelder hin:

- *Zentrale Standorte für Bundeszentren:* Asylsuchenden sollte durch den Standort der Bundeszentren nicht erschwert werden, am sozialen Leben ausserhalb des Zentrums teilzunehmen. Besonders abgelegene Standorte erachtet der Kirchenbund deshalb als ungeeignet.
- *Einbezug der Bevölkerung im Umfeld der Bundeszentren fördern:* Bundeszentren, resp. die darin untergebrachten Asylsuchenden, aber auch die anderen Akteure und deren Mitarbeitenden, sind auf die Akzeptanz der Bevölkerung für das Bundeszentrum angewiesen. Projekte der Zivilbevölkerung im Umfeld und in den Bundeszentren sollen deshalb nach Möglichkeit beim Betrieb der Zentren mitgedacht und konsequent gefördert werden.
- *Besonders verletzte Personengruppen brauchen besondere Behandlung:* Bundeszentren sollen so eingerichtet werden, dass Familienzimmer und Bereiche für Kinder zur Verfügung stehen. Unbegleitete Minderjährige müssen getrennt von Erwachsenen untergebracht und von qualifiziertem Personal betreut werden. Ebenso sind auf besondere (räumliche) Bedürfnisse weiterer verletzlicher Gruppen zu achten.
- *Das Personal – und damit auch die Seelsorgenden in den Zentren – braucht geeignete Arbeitsräume:* Zur professionellen und anspruchsvollen Arbeit mit Asylsuchenden gehören auch angemessene Räumlichkeiten für das Personal und dessen Aufgabenbereiche (Räume für Seelsorgende, Beratung, Beschäftigungsprogramme etc).

2. Asylverordnung 2 über Finanzfragen

Der Kirchenbund unterstützt die von der Schweizerischen Flüchtlingshilfe im Rahmen der Vernehmlassung eingebrachten Vorschläge zur Asylverordnung 2 (siehe Erläuterungen zu den einzelnen Art.). Zu beachten sind ferner die aktuellen Vorschläge der SKOS, die Integrationspauschale zur Arbeitsmarktsituation von Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommenen zu erhöhen.

Art. 24. a E-AsylV 2:

Es ist der richtige Weg, dass die Zahlung der Globalpauschale nicht vom tatsächlichen Sozialhilfebezug abhängig ist. Damit ist es nachhaltig planenden Kantonen möglich, bei eigenen, wirksamen Massnahmen zur Arbeitsmarktintegration stärker zu profitieren, da die Pauschale nicht wegfällt. Zudem könnte auch der personelle und administrative Aufwand seitens Bund und Kantone verringert werden.

Erforderlich wäre es aber, über diesen Ansatz hinauszugehen. So könnte beispielsweise die Zahlung der Globalpauschale von Anfang an mit der Verpflichtung verknüpft werden, kantonale Arbeitsmarktintegrations- und Qualifikationsprogramme für schutzbedürftige Personen tatsächlich durchzuführen.

Vulnerable Personen:

Mit der vorgesehenen Streichung von Art. 24 Abs. 4 lit. c AsylV 2 fällt die Möglichkeit weg, dass der Bund die Globalpauschale für Personen, die als unbegleitete Minderjährige in der Schweiz aufgenommen wurden, auch nach dem Ablauf von fünf, respektive neu sieben, Jahren zu vergüten. Um dem Wunsch des Bundes nach der Reduktion von administrativem und personellem Aufwand Rechnung zu tragen, könnte die Vergütung der Globalpauschale bei dieser Personengruppe generell bis zum 25. Altersjahr als Regel formuliert werden.

Zudem sollte die Möglichkeit für die Kantone geschaffen werden, begründeten Einzelfällen eine weitere (individuelle) Kostenerstattung beim Bund zu beantragen.

3. Verordnung über den Vollzug von Weg- und Ausweisungen von ausländische Personen VVWA

Fragen zur Weitergabe von medizinischen Daten bei der Beurteilung der Transportfähigkeit und dem Vollzug der Wegweisung stellen sich seit Jahren. Die Monitoringtätigkeit zur unabhängigen Überwachung der Sonderflüge und die darauf basierenden Berichte und Empfehlungen zeigen dies deutlich. Eine enge Zusammenarbeit in dieser Frage mit dem Eidgenössischen Daten- und Öffentlichkeitsbeauftragten erscheint dem Kirchenbund sinnvoll.

Die vorgesehene Datenlöschung soll aber das Vollzugsmonitoring nicht behindern: Die für ein effektives und transparentes Monitoring notwendigen Daten müssen für die mit dem Monitoring beauftragten Organisation zur Verfügung stehen. Auch Rechtsvertretungen solle auf die Daten zugreifen können, falls sich der Vollzug als unrechtmässig herausstellt. Deshalb unterstützt der Kirchenbund die Forderung aus NGO-Kreisen, einen entsprechenden Passus in Art. 15p VVWA einzufügen.

Bern, 16. Januar 2017

Entwurf der neuen Verordnung über das Plangenehmigungsver- fahren im Asylbereich (VPGA) und zu den Änderungen der Asylver- ordnung 2 (AsylV 2) sowie der Ver- ordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von auslän- dischen Personen (VVWA)

Position der Schweizerischen Flüchtlingshilfe SFH

Weyermannsstrasse 10
Postfach
CH-3001 Bern

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@fluechtlingshilfe.ch
www.fluechtlingshilfe.ch

Spendenkonto
PC 30-1085-7



Inhaltsverzeichnis

| | | |
|----------|--|----------|
| 1 | Einleitung | 3 |
| 2 | Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) | 3 |
| 3 | Asylverordnung 2 (AsylV 2) | 4 |
| 4 | Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA) | 6 |

1 Einleitung

Die SFH bedankt sich für die Gelegenheit zur Stellungnahme und äussert sich im Folgenden zu den für sie wichtigsten Punkten. Wenn zu einem Punkt keine Stellung bezogen wird, ist dies nicht als Zustimmung zu werten.

2 Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA)

Die Bestimmungen der neuen Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) betrifft nicht die Kerntätigkeit der Schweizerischen Flüchtlingshilfe sich für ein faires und korrektes Asylverfahren und die chancengleiche Teilhabe von Schutzsuchenden am sozialen Leben einzusetzen. Vielmehr sind andere Akteure wie Privatpersonen, Gemeinden und Kantone angesprochen. Deshalb beschränken sich die folgenden Ausführungen auf einzelne Eck- und Schwerpunkte.

Wir möchten die Gelegenheit wahrnehmen, um ein Anliegen der in Zukunft in den geplanten Zentren des Bundes untergebrachten Menschen zu platzieren. **Im Rahmen der Erstellung und Weiterentwicklung des in Art. 4 E-VPGA erwähnten „Sachplan Asyl“, sowie weiteren, dringend erforderlichen Begleitmassnahmen wie der Anpassung der Verordnung des EJPD über den Betrieb von Unterkünften des Bundes im Asylbereich, ist stets darauf zu achten, dass eine Unterbringung von Asylsuchenden den gesetzlichen und menschenwürdigen Anforderungen entspricht.** Dabei sind insbesondere folgende Punkte zu berücksichtigen:

1. Die Standorte der Zentren des Bundes sind stets so zu wählen, dass für die untergebrachten Personen eine ungehinderte Teilnahme am sozialen Leben ausserhalb der Unterkunft gewährleistet ist. Hier sei der Verweis auf das [Teilprojekt „Freiheitsbeschränkende Massnahmen bei ausländischen Staatsangehörigen“ des SKMR](#) gestattet.
2. Der Zugang der Zivilbevölkerung zu den zu planenden Zentren ist stets und in grösserem Umfang als bisher zu gewährleisten. Nur so kann ein Austausch zwischen der Bevölkerung und den schutzsuchenden Personen gefördert, Eigeninitiative ermöglicht und damit die Akzeptanz dieser Unterbringungsstrukturen erhöht werden. Die Mitwirkung der betroffenen Bevölkerung gemäss Art. 10 E-VPGA sollte also nach der Inbetriebnahme des jeweiligen Zentrums weitergeführt werden.
3. Bei der Planung der Zentren des Bundes ist der Situation besonders vulnerablen Personengruppen stets zu beachten und jeweils darzulegen inwiefern deren besonderen Schutz Rechnung getragen wird. Dabei ist insbesondere darauf zu achten,
 - a. dass für Familien geeignete Zimmer zur Verfügung gestellt werden können und Kinder Rückzugsorte innerhalb der Zentren haben,

- b. dass unbegleitete Minderjährige von Erwachsenen getrennt und mit einer kindesgerechten Betreuung durch ausgebildete Fachpersonen untergebracht werden können,
- c. dass weitere Personengruppen wie Betroffene von Gewalt oder Menschenhandel ihrer Situation entsprechend untergebracht werden können,
- d. dass das Betreuungspersonal die entsprechenden Räumlichkeiten zur Verfügung hat, um ihrem Auftrag nachkommen zu können.

Um die Einhaltung dieser Punkte sicherzustellen, regt die Schweizerische Flüchtlingshilfe an zu prüfen, eine Anhörung von unabhängigen Organisationen und Experten in diesem Bereich vorzusehen. Art. 8 E-VPGA sollte entsprechend ergänzt werden. Zudem sollte sichergestellt werden, dass auch im vereinfachten Verfahren gemäss Art. 18 E-VPGA ein solcher Konsultationsprozess mit der Zivilgesellschaft stattfindet.

Schliesslich muss deutlich festgehalten werden, dass bereits bei der Erarbeitung des Sachplans Asyl durch den Bund gemäss Art. 4 E-VPGA ein Einbezug der Zivilgesellschaft unerlässlich ist. Zwar findet die örtliche Planung und Feinabstimmung im Rahmen des Plangenehmigungsverfahrens statt, eine Mitsprache sollte jedoch bereits bei der Erstellung von Grundlagen und Konzepten möglich sein.

3 Asylverordnung 2 (AsylV 2)

Mit den vorgeschlagenen Änderungen der Asylverordnung 2 sollen Regelungen zu den Globalpauschalen des Bundes für Staatenlose und für Personen, die einer Flüchtlingsgruppe nach Art. 56 AsylG („Kontingentsflüchtlinge“) angehören, getroffen werden. Bei der Regelung bezüglich Staatenlosen (Art. 24 Abs. 1 lit. c E-AsylV 2) handelt es sich um eine Folgeänderung der Abschaffung der automatischen Erteilung einer Niederlassungsbewilligung für Staatenlose mit einer Aufenthaltsbewilligung, weshalb nicht genauer darauf eingegangen wird.

3.1 Aktuelle Situation (Art. 24 AsylV 2)

Aus Sicht der Schweizerischen Flüchtlingshilfe bestehen durch die aktuelle Regelung in Art. 24 AsylV 2 Fehlanreize. **Die weitgehende Beschränkung der Globalpauschale des Bundes auf Personen, die Sozialhilfe beziehen, führt dazu, dass für die Kantone keine Anreize bestehen, die Erwerbstätigkeit von schutzsuchenden Personen vor Ablauf der Frist für die Zahlung der Pauschale seitens des Bundes nachhaltig zu fördern. Die SFH empfiehlt daher die Globalpauschale generell auf ihre Wirksamkeit zu überprüfen und entsprechend umzugestalten.** Dabei sind auch die aktuellen Vorschläge der SKOS zur Arbeitsmarktintegration von Flüchtlingen und vorläufig aufgenommenen Personen und die darin enthaltene Forderung nach einer Erhöhung der Integrationspauschale zu berücksichtigen. Es besteht eine Notwen-

digkeit, dass die Globalpauschale bedarfsgerechte Anreize schafft und dass der Einsatz der Mittel entsprechend überprüft wird. **Insofern schlägt die SFH eine weitergehende Änderung bei den Regelungen zu den Pauschalen in der AsylV 2 vor.**

3.2 Vorgeschlagene Regelung gemäss Art. 24a E-AsylV 2

Aufgrund der vorstehenden Ausführungen, könnte aus Sicht der Schweizerischen Flüchtlingshilfe beispielsweise für alle Schutzbedürftigen ein Ansatz gewählt werden, wie er für Kontingentsflüchtlinge in Art. 24a E-AsylV 2 vorgesehen ist. Die Regelung des Art. 24a E-AsylV 2, sowie die weiteren Änderungen in Art. 26 und 27a inklusive der Übergangsbestimmung, sollen der Sondersituation der Aufnahme von Kontingentsflüchtlingen im Rahmen von Resettlement-Programmen Rechnung tragen. Für diese Gruppe soll die Globalpauschale während sieben Jahren ohne Erlöschensklausel gewährt werden. Damit soll namentlich für die Tatsache, dass unbegleitete Minderjährige, arbeitsunfähige und betagte Personen in diesem Verfahren verstärkt aufgenommen werden, ein finanzieller Ausgleich für die Kantone zur Verfügung gestellt werden. Die Kostenerstattung soll daher ohne Anrechnung der Erwerbsquote einheitlich auf sieben Jahre festgelegt werden. Dies soll Anreize für die Kantone schaffen, Rücklagen durch rasche Arbeitsmarktintegration zu bilden, da die Bundespauschale auch bei erfolgreicher Arbeitsmarktintegration und Wegfall der entsprechenden Sozialhilfekosten weiterbezahlt wird.

Es ist aus Sicht der Schweizerischen Flüchtlingshilfe SFH der richtige Weg, dass die Zahlung der Globalpauschale nicht vom tatsächlichen Sozialhilfebezug abhängig ist. Damit ist es nachhaltig planenden Kantonen möglich, bei eigenen, wirksamen Massnahmen zur Arbeitsmarktintegration stärker zu profitieren, da die Pauschale nicht wegfällt. Zudem könnte auch der personelle und administrative Aufwand seitens Bund und Kantone verringert werden.

Es wäre aber erforderlich über diesen Ansatz hinauszugehen. So könnte beispielsweise die Zahlung der Globalpauschale von Anfang an mit der Verpflichtung verknüpft werden, kantonale Arbeitsmarktintegrations- und Qualifikationsprogramme für schutzbedürftige Personen tatsächlich durchzuführen.

3.3 Vulnerable Personen

Weiter gilt es festzuhalten, dass mit der vorgesehenen Streichung von Art. 24 Abs. 4 lit. c AsylV 2 **die Möglichkeit wegfällt, dass der Bund die Globalpauschale für Personen, die als unbegleitete Minderjährige in der Schweiz aufgenommen wurden, auch nach dem Ablauf von fünf, respektive neu sieben, Jahren zu vergüten.** Bisher war dies bis zum ordentlichen Abschluss der Erstausbildung oder bis zum 25. Altersjahr möglich, unabhängig davon, ob die Betroffenen im Rahmen einer Flüchtlingsgruppe gemäss Art. 56 AsylG aufgenommen wurden. **Um dem Wunsch des Bundes nach der Reduktion von administrativem und personellem Aufwand Rechnung zu tragen, könnte die Vergütung der Globalpauschale bei dieser Personengruppe generell bis zum 25. Altersjahr als Regel formuliert werden.** Dieses Vorgehen würde auch der Forderung der Kantone nach einer höheren Kostenbeteiligung bei der Betreuung und Unterbringung unbegleiteter Minderjähriger entsprechen.

Abschliessend bleibt zu betonen, dass die um zwei Jahre verlängerte Vergütung der Globalpauschale, trotz entsprechender Vermutung in Art. 24a Abs. 2 E-AsylV 2, bei besonders vulnerablen Gruppen wie den erwähnten betagten Personen, Personen mit einer schweren körperlichen oder geistigen Beeinträchtigung und unbegleiteten Minderjährigen die Kosten für deren Unterstützung wohl nicht in jedem Fall korrekt abbildet. **Es sollte deshalb für die Kantone weiterhin eine Möglichkeit vorgesehen werden, in besonderen, begründeten Einzelfällen eine weitere (individuelle) Kostenerstattung beim Bund zu beantragen.**

4 Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Gemäss Art. 15p E-VVWA sollen einerseits medizinische Daten nach dem Vollzug einer Weg- oder Ausweisung unverzüglich gelöscht werden. Andererseits sollen die medizinischen Daten, falls eine Weg- oder Ausweisung nicht vollzogen werden kann, aufbewahrt werden, damit bei einer späteren, erneuten Beurteilung der Transportfähigkeit darauf zurückgegriffen werden kann. Da die Transportfähigkeit bei einem neuen Versuch umfassend neu beurteilt werden muss, stellt sich hierbei die Frage, ob die Daten nicht gelöscht werden müssten.

Im Zusammenhang mit dem medizinischen Datenfluss stellen sich seit Jahren schwierige rechtliche und praktische Fragen bei der Beurteilung der Transportfähigkeit. Die aktuell angewandte Lösung mit einer Kontraindikationsliste und entsprechenden Formularen zu arbeiten, wurde im letzten Bericht zum Vollzugsmonitoring der Nationalen Kommission zur Verhütung von Folter (NKVF) vom April 2016 als Verbesserung begrüsst. Die NKVF prüft im Rahmen des Vollzugsmonitorings auch die Frage, ob die Transportfähigkeit umfassend abgeklärt und dem entsprechend ernst genommen wird. **Es ist daher darauf zu achten, dass die vorgesehene Datenlöschung nicht dazu führt, dass für die effektive Durchführung des Vollzugsmonitorings notwendige Daten, nicht mehr verfügbar sind. Zudem muss auch eine allfällige Rechtsvertretung auf die Daten zugreifen können, falls sich der Vollzug als unrechtmässig herausstellt. Die SFH schlägt daher vor, einen entsprechenden Passus in Art. 15p VVWA einzufügen.**

Aufgrund der genannten Fragen drängt sich eine umfassende Prüfung und Beurteilung dieser Bestimmung durch den Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten auf.

Madame
Dora Bucher
Monsieur
Gaël Buchs
Département fédéral de justice et police (DFJP)

dora.bucher@sem.admin.ch

gael.buchs@sem.admin.ch

Berne, le 2 février 2017

**Accélération des procédures d'asile (Restructuration du domaine de l'asile).
Mise en vigueur partielle de la modification du 25 septembre 2015 de la loi sur
l'asile (LAsi) : procédure de consultation**

Madame la Conseillère fédérale,
Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de nous prononcer sur la mise en vigueur partielle de la modification du 25 septembre 2015 de la loi sur l'asile (LAsi). L'édification des centres de la Confédération est une étape importante pour l'accélération des procédures d'asile. Pour pouvoir édifier à l'avenir plus rapidement de tels centres, une procédure d'approbation des plans relevant du droit fédéral a été introduite dans la LAsi (modification du 25.09.2015 de la LAsi, acceptée le 5 juin 2016 lors du scrutin populaire). Le projet de la nouvelle ordonnance sur la procédure d'approbation des plans dans le domaine de l'asile (OAPA) fixe entre autres les règles permettant aux particuliers, aux communes et aux cantons de participer aux décisions qui seront prononcées par l'autorité d'approbation (DFJP) dans le cadre de projets de construction relatifs aux centres de la Confédération. La procédure de consultation porte également sur la mise en œuvre de quelques autres dispositions de la révision de la LAsi, notamment sur le système d'indemnisation forfaitaire des réfugiés à réinstaller et sur la transmission des données médicales de personnes dans le cadre de l'exécution de leur renvoi.

De manière générale, l'USS soutient les modifications proposées dans la nouvelle ordonnance sur la procédure d'approbation des plans dans le domaine de l'asile (OAPA). Elle tient néanmoins à faire les considérations suivantes. En ce qui concerne l'édification des centres de la Confédération, leur emplacement doit être choisi de telle sorte que les personnes hébergées puissent participer sans entrave à la vie sociale. En aucun cas, le choix de l'emplacement ne doit conduire à une privation de liberté, comme l'exprime très clairement le sous-projet « Restriction et privation de liberté de ressortissants étrangers »¹ du Centre suisse de compétence pour les droits

¹ <http://www.skmr.ch/frz/axes/restrictions-liberte/sous-projet-1/sous-projet-1.html>

humains (CSCDH). L'expérience montre également que l'installation d'un centre de requérants d'asile suscite souvent des réactions et inquiétudes de la part de la population civile. Il est dès lors important de procéder à une consultation et de mener un échange précoce avec la population concernée, mais également de poursuivre cet échange par la suite. De plus, le lieu d'hébergement doit comprendre toutes les infrastructures nécessaires pour mener une existence digne – des infrastructures de douches et toilettes à un lieu de retraite à l'intérieur du centre pour les enfants. Pour les mineurs non accompagnés, des personnes spécialisées et formées à cet effet doivent être prévues. Ses différents points – et d'autres – sont détaillés dans la prise de position de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) et l'USS soutient les recommandations faites à ce sujet par l'OSAR. Afin de s'assurer du respect et de la mise en œuvre des points précédemment mentionnés, l'USS soutient également la proposition de l'OSAR qui vise à constituer un groupe formé de personnes issues d'organisations indépendantes et d'experts.

L'USS soutient également les modifications proposées de l'ordonnance sur l'asile relative au financement (OA 2). Elle est favorable à ce que le système d'indemnisation forfaitaire (forfaits globaux) s'applique pour les personnes apatrides et pour les groupes de réfugiés (ou « réfugiés à réinstaller ») admis en vertu de l'art. 56 LAsi. Ces forfaits globaux ne doivent plus être liés à l'aide sociale, ce qui constituera une incitation pour les cantons à mieux intégrer ces personnes sur le marché du travail. L'USS demande que cette modification s'applique également aux personnes dites vulnérables (mineurs non accompagnés, personnes âgées ou souffrant de handicaps graves). De manière générale, il est très important pour l'USS que des politiques de formation et d'intégration sur le marché du travail pour les personnes réfugiées ou admises à titre provisoire soient activement promues dans les cantons. En ce qui concerne l'ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE), l'USS soutient la modification qui veut qu'après un renvoi ou une expulsion, les données médicales de la personne en question soient effacées. Pour l'USS, celles-ci doivent néanmoins être conservées – à des fins de preuve – si la personne concernée a vu sa santé se détériorer durant le transport ou qu'une procédure d'appel contre le renvoi ou l'expulsion est encore en cours.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

UNION SYNDICALE SUISSE



Paul Rechsteiner
Président



José Corpataux
Secrétaire central

Staatssekretariat für Migration SEM
Frau Dora Bucher
Herr Gael Buchs
Quellenweg 6
3003 Bern-Wabern

dora.bucher@sem.admin.ch
gael.buchs@sem.admin.ch

Bern, 24. Januar 2017 sgv-KI/is

**Vernehmlassung: Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs)
Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes (AsylG) vom
25. September 2015**

Sehr geehrte Frau Bucher
Sehr geehrter Herr Buchs

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300'000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Mit Schreiben vom 12. Oktober 2016 lädt uns das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement ein, zur Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs) Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes (AsylG) vom 25. September 2015 Stellung zu nehmen. Der Schweizerische Gewerbeverband sgv dankt für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

1. Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA)

Bauten und Anlagen, die dem Bund zur Unterbringung Asylsuchender oder zur Durchführung von Asylverfahren dienen, werden neu einer einzigen Plangenehmigungsbehörde des Bundes (EJPD) unterstellt. Mit der Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) soll dieses neue Verfahren eingeführt werden. Dessen Zweck ist es, Bauprojekte auf ihre Rechtskonformität hin zu prüfen und den betroffenen Privaten, Gemeinden, Kantonen und Bundesbehörden eine Mitwirkung zu ermöglichen.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv befürwortet diese Regelung und heisst die VPGA gut. In der Volksabstimmung vom 5. Juni 2016 haben sämtliche Kantone und 67% der Stimmbewölkerung die Vorlage zur Beschleunigung des Asylverfahrens angenommen. Die Änderungen im Plangenehmigungsverfahren sind ein wesentlicher Teil dieses Entscheids. Mit der Genehmigung von Bau- und Umbauvorhaben durch das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement wird das Baubewilligungsverfahren, der derzeit in der Kompetenz der Kantone und Gemeinden liegt, vereinfacht und beschleunigt.

2. Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen

Mit der Änderung der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (AsylV 2) sollen die Beiträge des Bundes angepasst werden. Die Kostenerstattung soll für staatenlose Personen neu längstens fünf Jahre und für Flüchtlingsgruppen sieben Jahre dauern. Heute wird die Globalpauschale bis zur Aufnahme der wirtschaftlichen Selbständigkeit ausgerichtet.

Das neue System soll aus administrativen Gründen eine Global-Pauschale für alle Resettlement-Flüchtlinge während sieben Jahren seit der Einreise ausgerichtet werden. Diese wird auch ausgerichtet, wenn die betreffende Person eine Arbeit aufgenommen hat. Mit der Nichtberücksichtigung der Erwerbsquote bei der Berechnung der Pauschale soll für die Kantone ein finanzieller Anreiz geschaffen werden. Möglichst viele Personen sollen so rasch als möglich in den Arbeitsmarkt integriert werden. So können die Kantone finanzielle Reserven für diejenigen Gruppen bilden, die länger als fünf Jahre entschädigt werden.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv unterstützt diese Regelung, macht aber darauf aufmerksam, dass dieser neue Mechanismus zu einer Kostenverlagerung vom Bund auf die Kantone führen kann, nämlich dann, wenn es nicht gelingt, diese Personen rechtzeitig in den Arbeitsmarkt zu integrieren. Bei sogenannten Resettlement-Flüchtlingsgruppen (besonders verletzte Flüchtlingsgruppen wie z.B. traumatisierte Personen aus Kriegsgebieten, chronisch Kranke uam.) ist die Hürde zur Integration in den Arbeitsmarkt zusätzlich erhöht.

3. Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)

Die Änderung der VVWA soll die Aufbewahrung und Löschung medizinischer Daten, die dem Staatssekretariat für Migration (SEM) zur Beurteilung der Transportfähigkeit einer wegzuweisenden Person übermittelt werden, regeln.

Der sgv unterstützt diese Regelung, präzisiert aber, dass lediglich die medizinischen Daten nach erfolgreichem Vollzug der Wegweisung im Sinne einer *kontrollierten* Ausreise der betroffenen Person gelöscht werden sollen. Bei ausreisepflichtigen Personen, die untergetaucht sind, besteht die Möglichkeit, dass sie wieder auftauchen. Diese Daten sollen nicht gelöscht werden.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Hans-Ulrich Bigler
Direktor, Nationalrat



Dieter Kläy
Ressortleiter



Eidgenössisches Justiz- und
Polizeidepartement EJPD
3003 Bern

dora.bucher@sem.admin.ch
gael.buchs@sem.admin.ch

Bern, 26. Januar 2017

**Entwurf der neuen Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) und Änderungen der Asylverordnung 2 (AsylV 2) sowie der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VVWA)
Vernehmlassung**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit, zu den oben genannten Verordnungen Stellung nehmen zu können. Der Schweizerische Städteverband vertritt die Städte, städtischen Gemeinden und Agglomerationen in der Schweiz und damit gut drei Viertel der Schweizer Bevölkerung. Die vorliegenden Verordnungen sind Teil einer grösseren Gesamtreform im Asylwesen, über welche die Bevölkerung am 6. Juni 2016 abgestimmt hat und die mit 66.8% Ja-Stimmen angenommen wurde. Auch der Städteverband hatte sich für die neuen Asylverfahren ausgesprochen. Auf kommunaler Ebene war im Vorfeld des Urnengangs insbesondere die Ausgestaltung der Plangenehmigungsverfahren diskutiert worden. Die nun vorliegenden Verordnungen definieren diese Prozesse.

Allgemeine Einschätzung

Der Städteverband teilt die grundsätzliche Einschätzung, dass die Einrichtung eines Plangenehmigungsverfahrens notwendig ist, um die neuen Bundeszentren rasch in Betrieb nehmen zu können. Er wies aber bereits in der Debatte zur Abstimmung darauf hin, dass die kombinierten Verfahren mit den Enteignungen nur als „ultima ratio“ eingesetzt werden dürfen. Dieser Forderung möchten wir auch im Rahmen dieser Vernehmlassung nochmals Nachdruck verleihen. Einzelne unserer Mitglieder fordern gar, von der Enteignungsmöglichkeit ganz abzusehen. In Anbetracht dessen, dass im Rahmen der derzeit laufenden Standortsuche für sämtliche Örtlichkeiten der Bundeszentren tripartite Vereinbarungen zwischen Bund, Kanton und der Standortgemeinde getroffen werden, ist für den Städteverband klar, dass alle relevanten Bestimmungen zu den Standorten im Rahmen dieser Vereinbarungen ausgehandelt werden müssen. Hierbei ist insbesondere auch auf die Anliegen der betroffenen Städte und Gemeinden einzugehen. Zudem ist beispielsweise auch zu definieren, wie die Bevölkerung zu infor-

mieren ist. Seitens unserer Mitglieder wird in Zusammenhang mit der Standortsuche auch angeregt, zu prüfen, ob die „Lasten“ der Bundeszentren vor Ort auf mehrere Gemeinden verteilt werden können.

Generell erwarten wir, dass die für das ordentliche Plangenehmigungsverfahren vorgesehenen Fristen des Mitwirkungs- und Einspracheprozesses so ausgelegt werden, dass sie von den Städten und Gemeinden erfüllt werden können. Die Behandlung von Einsprachen und Anmerkungen aus der Bevölkerung kann umfangreiche Abklärungen erfordern. Des Weiteren sind wir der Ansicht, dass Provisorien (Fahrrisbauten) nur zurückhaltend eingesetzt werden dürfen.

Wir begrüßen die Neuregelung der Bundesabteilungen für sogenannte Resettlement-Flüchtlinge, die mit den Änderungen der Asylverordnung 2 erreicht wird. Resettlement-Flüchtlinge sind Schutzbedürftige, die vom Bund direkt von den Flüchtlingscamps der UNO in die Schweiz transferiert werden.

Bemerkungen im Detail

Unsere Bemerkungen beziehen sich auf die für Städte und Gemeinden relevanten Artikel der Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA) und zu den Änderungen der Asylverordnung 2 (AsylV2).

Bemerkungen zur Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren (VPGA)

Art. 1, Abs 1 VPGA

Die im erläuternden Bericht ausgeführte Präzisierung, dass nur für vom Bund genutzte Infrastrukturen ein Plangenehmigungsverfahren durchgeführt werden darf, ist aus kommunaler Sicht sinnvoll, auch wenn Städte und Gemeinden durch eine Ausweitung dieses Instrumentes allenfalls den eigenen Bedarf an Unterkünften schneller und einfacher bereitstellen könnten. Es gilt, wenn immer möglich die herkömmlichen baurechtlichen Verfahren anzuwenden. Vereinzelt wird von unseren Mitgliedern gefordert, die Plangenehmigungsverfahren nur für Bauvorhaben auf Grundstücken zuzulassen, bei denen der Bund auch Eigentümer ist oder über langjährige Nutzungsrechte besitzt (Baurecht).

Art. 2, Abs 1 und Abs 3 VPGA

Wir gehen davon aus, dass Enteignungsverfahren (kombiniertes Verfahren) „grundsätzlich nicht vorkommen“ werden, wie dies in der Einleitung (Kap. 1.3.1.) des erläuternden Bericht festgehalten wird.

Wir fordern, dass das EJPD in seinen Interessensabwägungen umsichtig vorgeht und kantonales Recht und Gemeinderecht ausreichend gewichtet. Hierfür beantragen wir, auch das kommunale Recht explizit im Verordnungstext zu erwähnen, so wie dies der erläuternde Bericht (S. 8) tut:

- ▶ Art. 2 Abs 3 lautete somit neu: „Kantonales und kommunales Recht wird berücksichtigt, soweit es...“

Art. 3, Abs 2 Lit d VPGA

Den Spielraum zu schaffen, um auf Schwankungen reagieren zu können, ist aus kommunaler Sicht



nachvollziehbar. Dennoch sind wir der Ansicht, dass nur zurückhaltend mit Provisorien (Fahrbauwerken) zu operieren ist.

Art. 4 VPGA

Der Sachplan Asyl ist eine wichtige Grundlage zur Infrastrukturplanung im Asylbereich. Eine frühzeitige Information der Städte und Gemeinden ist bei seiner Fertigstellung unabdingbar.

Art. 5, Abs 3 VPGA

Wir begrüssen ausdrücklich, dass im Rahmen der Vorprüfung bereits ein Einbezug der betroffenen Bevölkerung vorgesehen werden kann. Gleichzeitig fordern wir, hier explizit auf die Anhörung der Standortgemeinden zu verweisen.

- ▶ Art. 5 Abs 3 lautete somit neu: „Es kann andere Bundesbehörden anhören oder den vorzeitigen Einbezug der betroffenen Bevölkerung oder weiterer betroffener Kreise anordnen. Angehört wird in der Regel die Standortgemeinde.“

Art. 6 VPGA

Wir regen an, zu prüfen, ob bei Gesuchseingabe auch Informationen zu einem lokalen Sicherheitskonzept verlangt werden können. Die Erarbeitung eines solchen könnte die Akzeptanz der Bundeszentren vor Ort steigern.

Art. 7, Abs 4 VPGA

Wir begrüssen, dass seitens des SEM das durch den SSV in der Vernehmlassung von 2014 geäusserte Anliegen der frühzeitigen Information der Gemeinden bei der Aussteckung und Profilierung aufgenommen worden ist.

Art 8 – 15 VPGA, Mitwirkungsverfahren

Wir begrüssen die Mitwirkungsmöglichkeit der Bevölkerung (Art. 10), da diese letztlich zur Akzeptanz der Bundeszentren am jeweiligen Standort beiträgt.

Die Bearbeitung der Einsprachen und Anregungen aus der Bevölkerung wird Zeit benötigen. Der Verordnungstext nennt deshalb richtigerweise keine explizite Bearbeitungsfrist für die Gemeinden (Art. 12). Im erläuternden Bericht ist jedoch von einer «unverzöglichen» Weiterleitung die Rede. Dies wird gemäss den Einschätzungen unserer Mitglieder nicht möglich sein, sie fordern ausreichend Zeit für die Bearbeitung zuhanden des Kantons. Sollte eine Frist definiert werden, so müsste allenfalls geprüft werden, die Gesamtdauer des Prozesses – inklusive der Bearbeitung durch den Kanton – zu verlängern. Eine Frist für die Gemeinden, die lediglich einige Tage umfasst, wird in der Einschätzung unserer Mitglieder als zu kurz erachtet!

Art. 16 VPGA

Wir teilen die im erläuternden Bericht vorgenommene Einschätzung, dass, wo immer möglich, ein Rückzug der Einsprachen durch Einigungsverhandlungen erreicht werden sollte.

Art. 18 VPGA

Die Standortgemeinde gehört aus unserer Sicht zu den „Betroffenen“, die über allfällige wesentliche



Projektänderungen zwingend frühzeitig in Kenntnis gesetzt werden muss. Es ist ihr auch ein Einspracherecht zu gewähren.

- ▶ Art. 18 Abs 2 lautete somit neu: „Wesentliche Projektanpassungen während des Genehmigungsverfahrens werden den Betroffenen vor dem Plangenehmigungsentscheid angezeigt. Informiert werden insbesondere Standortkanton und -gemeinde.“

Art. 19 VPGA, Kombiniertes Verfahren (Enteignung)

Wir stimmen den hier vorgeschlagenen rechtlichen Grundlagen für allfällige Enteignungsverfahren zu, betonen aber, dass diese nur als „ultima ratio“ eingesetzt werden dürfen.

Art. 28 VPGA

Nachträgliche Projektänderungen sind aus unserer Sicht gerade auch mit Blick auf das grosse öffentliche Interesse bei diesen Projekten mit Bedacht vorzunehmen. Insbesondere grössere Änderungen dürfen nicht zum Regelfall werden.

Erläuterungen zur Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (AsylV 2)

Art. 24a und Art 27a AsylV 2

Der Städteverband begrüsst die neuen Regelungen zur Kostenerstattung bei Flüchtlingsgruppen (Resettlement-Flüchtlinge). Sowohl die Abgeltung über das System der Globalpauschalen, wie auch die Vergütung über die Zeit von fünf Jahren hinaus, erleichtern die Betreuung und Unterstützung der Resettlement-Flüchtlinge. Positiv hervorzuheben ist der neue Art. 27, der auch für erwerbstätige Flüchtlinge aus den Flüchtlingsgruppen Zahlungen des Bundes vorsieht. Dadurch soll die Bildung finanzieller Reserven ermöglicht werden. Es gilt allerdings zu bedenken, dass die Kompensationen, die die Kantone und Gemeinden dank dieser Regelung aufbringen können, gering sein dürften. Bei den Resettlement-Flüchtlingen handelt es sich um eine Gruppe, die gerade aufgrund ihres eindeutigen Schutzbedürfnisses nur schwer in den Arbeitsmarkt zu integrieren sein dürfte. Determinierend wird sich die Zahl der vulnerablen Personen auswirken, die im Rahmen der Resettlement-Programme aufgenommen wird. Wir verlangen deshalb, dass die Aufnahme der Flüchtlingsgruppen in Rücksprache mit kantonalen Migrationsfachgremien geplant wird.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Städteverband

Präsident

Kurt Fluri, Nationalrat
Stadtpräsident Solothurn

Direktorin

Renate Amstutz

Schweizerischer Städteverband
Union des villes suisses
Unione delle città svizzere



Kopie Schweizerischer Gemeindeverband

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

DFJP
Madame Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale
Palais fédéral
Berne

dora.bucher@sem.admin.ch et
gael.buchs@sem.admin.ch

Berne, le 25 janvier 2017

**Accélération des procédures d’asile (Restructuration du domaine de l’asile)
Consultation.**

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames et Messieurs,

Nous vous remercions de nous permettre d’exprimer notre avis sur le projet de modification d’ordonnances ayant trait à la mise en œuvre partielle de la modification de la loi sur l’asile et c’est volontiers que nous vous le faisons parvenir.

Considérations générales

Le 5 juin 2016, le peuple et les cantons ont accepté la modification de la loi sur l’asile visant principalement à accélérer les procédures d’asile. Travail.Suisse, l’organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, a soutenu le principe d’accélération des procédures dans le but de diminuer le temps d’attente et d’incertitude dans lequel la plupart des requérants d’asile se trouvent à la suite du dépôt d’une demande d’asile. Le principe de l’assistance juridique gratuite a aussi été un point important que Travail.Suisse souhaitait voir s’appliquer dans le cadre de la défense des requérants d’asile. La question de la mise en œuvre de cette restructuration est actuellement l’étape qui suit l’acceptation de cette modification de loi. La modification de la procédure d’approbation des plans vise à permettre la construction de nouveaux centres ou de transformer des bâtiments existants en centres fédéraux. Ces constructions et transformations ne nécessiteront plus d’autorisation cantonale ou communale, puisque la Confédération est la seule autorité compétente.

De manière générale, Travail.Suisse soutient le but du projet de restructuration qui vise à la construction de nouveaux centres capables d'héberger un plus grand nombre de personnes. Travail.Suisse salue également le nouveau système de financement en faveur des réfugiés à réinstaller qui devrait permettre d'accueillir quelque 3000 victimes supplémentaires du conflit syrien.

Cependant, Travail.Suisse aimerait particulièrement relever un point concernant l'article 24a nouveau de l'OA2 qui concerne la durée de l'obligation de rembourser les frais pour les groupes de réfugiés. Le rapport explicatif mentionne la volonté « *de prévoir un système dans lequel les forfaits globaux seront versés, pour tous les réfugiés à réinstaller, pendant sept ans à compter de leur date d'entrée en Suisse, et ce, même en cas d'exercice d'une activité lucrative. Le fait de ne pas tenir compte du taux d'occupation lors du calcul des forfaits [...] incitera financièrement les cantons à intégrer au plus vite, dans le marché du travail, un maximum de personnes.* » (p. 21 du rapport explicatif). Cette méthode apparaît critiquable, notamment du fait de vouloir inciter - sans tenir compte de la réalité du marché du travail - les services cantonaux à « jeter » sur le marché de l'emploi les réfugiés, dans le seul but de réaliser des économies. Le but des services cantonaux devrait plutôt être de s'assurer que d'une part, les conditions de travail et le niveau des salaires soient respectés et, d'autre part que le niveau de formation soit encouragé.

En vous remerciant de prendre en considération notre avis, nous vous adressons, Madame la Conseillère fédérale, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.

Adrian Wüthrich



Président

Hélène Agbémégnah



Responsable du dossier
politique de migration



VKM | ASM |

Vereinigung der Kantonalen Migrationsbehörden
Association des services cantonaux de migration
Associazione dei servizi cantonali di migrazione

Geschäftsstelle | Migrationsdienst des Kantons Bern
Eigerstrasse 73 | 3011 Bern
Tel. +41 (0)31 633 42 99 | Fax +41 (0)31 633 55 86
info@vkm-asm.ch | www.vkm-asm.ch

Staatssekretariat für Migration (SEM)

Albrecht Dieffenbacher

Chef Stabsbereich Recht

Quellenweg 6

3003 Bern-Wabern

(per E-Mail: dora.bucher@sem.admin.ch und gael.buchs@sem.admin.ch)

Bern, 16. Januar 2017

Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs), Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des Asylgesetzes (AsylG) vom 25. September 2015

Sehr geehrter Herr Dieffenbacher, lieber Albi

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Vereinigung der Kantonalen Migrationsbehörden (VKM) bedankt sich für die Gelegenheit zur Stellungnahme betreffend die Beschleunigung der Asylverfahren (Neustrukturierung des Asylbereichs), Plangenehmigungsverfahren, Teilkraftsetzung der Änderung des AsylG vom 25. September 2015.

Die VKM begrüsst grundsätzlich den vorliegenden Entwurf. Gerne nehmen wir zum Inhalt wie folgt Stellung:

1. Verordnung über das Plangenehmigungsverfahren im Asylbereich (VPGA)

Die Mitglieder der VKM haben im Rahmen der Vernehmlassung zur Teilrevision des Asylgesetzes (Neustrukturierung des Asylbereichs) die Einführung von Art. 24c AsylG „kurzfristige Nutzung von Bauten und Anlagen des Bundes zur Unterbringung Asylsuchender“ bereits begrüsst. Wir sind der Auffassung, dass neue Bundeszentren so rasch als möglich in Betrieb genommen werden müssen und hierzu die Einrichtung eines Plangenehmigungsverfahrens erforderlich und zweckdienlich ist. Der Rechtsschutz der Betroffenen ist dabei allerdings von zentraler Bedeutung und allfällige Enteignungen sollten nicht oder nur als letzte zu ergreifende Massnahme ergriffen werden.

2. Änderung der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen

Wir begrüßen die Änderungen der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen und kommen zum Schluss, dass die neuen Regelungen keine negativen Auswirkungen auf die Kantone und Städte haben wird. Die vereinfachte Abrechnung sollte sich sogar positiv auf die Betreuung und Unterstützung von sogenannten Resettlement-Flüchtlingen auswirken. Da jedoch zu befürchten ist, dass letztere kaum oder nur schwer in den Arbeitsmarkt integriert werden können, erachten wir es als zwingend, dass die Aufnahme von Flüchtlingsgruppen in jedem Fall frühzeitig zusammen mit den kantonalen und städtischen Migrationsfachgremien abgesprochen und geplant wird.

3. Änderung der Verordnung über den Vollzug der Weg- und Ausweisung von ausländischen Personen (VWA)

Der Entwurf von Art. 15p VWA sieht vor, dass die medizinischen Daten, die zur Beurteilung der Transportfähigkeit beschafft und bearbeitet wurden, nach dem Vollzug der Weg- oder Ausweisung unverzüglich zu löschen sind. Diese Änderung lehnen wir aus folgenden Gründen ab:

Bereits heute verfügen die kantonalen Migrationsbehörden über medizinische Akten von Betroffenen, die auch – bei Weitem, aber nicht nur – den Aspekt der Transportfähigkeit betreffen. Die Medizinalakten werden den Migrationsbehörden gestützt auf entsprechende Vollmachten entweder vom Betroffenen selbst, von Ärzten, vom Betreuungsdienst oder sonstigen Amtsstellen zur Verfügung gestellt. Sie bilden die notwendige Grundlage für die Beurteilung aller im Zusammenhang mit dem asyl- und ausländerrechtlichen Verfahren (inklusive Wegweisungsvollzug) stehenden Fragen. Diese Daten bilden bereits heute Bestandteil der kantonalen Akten und werden zusammen mit den übrigen Akten archiviert. In Anwendung der entsprechenden Vereinbarungen mit den jeweiligen Staatsarchiven der Kantone werden die medizinischen Akten als Bestandteil der gesamten Akten nach Ablauf der Aufbewahrungsfrist entweder dem Staatsarchiv angeboten oder vom Migrationsamt vernichtet.

Der Verordnungsentwurf sieht in Art. 15p VWA vor, dass für medizinische Akten, die den Teilaspekt der Transportfähigkeit betreffen, eine von den übrigen medizinischen Akten abweichende Spezialregelung gelten soll. Eine solch unterschiedliche Handhabung von medizinischen Akten, die in ihrer Gesamtheit die Grundlage für die Aufgabenerfüllung der kantonalen Migrationsbehörden bilden, ist für uns nicht nachvollziehbar. Es kommt immer wieder vor, dass im Nachhinein die Entscheide und Vorgehensweisen (auch) beim Wegweisungsvollzug begründet bzw. gerechtfertigt werden müssen (z.B. gegenüber der eidgenössischen Kommission zur Verhütung von Folter, die gemäss gesetzlichem Auftrag die Rückführungen überwacht). Anhand der Akten müssen Entscheide und Vorgehensweisen jederzeit lückenlos nachvollziehbar sein. Fehlen jedoch die dafür massgeblichen medizinischen Unterlagen, wird diese Nachvollziehbarkeit verunmöglicht.

Zusätzlich ist zu bedenken, dass eine sofortige Vernichtung der medizinischen Akten bezüglich Transportfähigkeit bei Fällen von Wiedereinreisen (insbesondere bei den Dublin-Fällen) oder Mehrfachgesuchen kontraproduktiv wäre. Es würde dazu führen,

dass jeweils nach kurzer Zeit die medizinischen Akten zur Transportfähigkeit wieder beschafft werden müssten, um die erneute Rückführung durchführen zu können. Dies stellt einen erheblichen, unnötigen bürokratischen Aufwand für sämtliche beteiligte Stellen dar und führt zu einer Verzögerung des Wegweisungsvollzugs. Für die Betroffenen kann es zudem auch in deren eigenem Interesse sein, wenn sämtliche medizinischen Akten sofort verfügbar sind und entsprechende medizinische Massnahmen unverzüglich eingeleitet werden können.

Aus all diesen Gründen lehnen wir den neuen Art. 15p VWA ab und beantragen eine alternative Regelung, wonach die medizinischen Akten betreffend Transportfähigkeit – gleich wie die übrigen medizinischen Akten – zusammen mit dem Dossier aufbewahrt und nach Ablauf der üblichen Dossier-Aufbewahrungsdauer vernichtet werden.

Für die Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen noch einmal und bitten Sie höflich, unsere Anliegen zu prüfen und zu berücksichtigen.

Freundliche Grüsse



Marcel Suter, Präsident